

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## NATIXIS WEALTH MANAGEMENT

Société anonyme au capital de 166 117 719,46 €.  
Siège social : 115, rue Montmartre, 75002 Paris.  
SIREN 306 063 355 R.C.S. Paris

*Comptes annuels Approuvés par l'Assemblée Générale du 15 mai 2025*

## Partie A. — Comptes individuels au 31 décembre 2024

## I. — Bilan et hors bilan

Actif (en milliers d'euros)	Notes	31/12/24	31/12/23
Caisse, banques centrales, ccp		166	152
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédits	1-5	1 044 218	1 485 008
Opérations avec la clientèle	2-5	2 722 599	2 706 507
<i>Créances commerciales</i>		-	-
<i>Autres concours à la clientèle</i>		2 436 278	2 376 523
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>		286 321	329 984
Obligations et autres titres à revenu fixe	3-5	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	3	9 389	8 212
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	4	160 556	153 955
Immobilisations incorporelles	6	47 781	48 561
Immobilisations corporelles	6	59	59
Capital souscrit non verse		-	-
Autres actifs	8	12 380	8 666
Comptes de régularisation	9	53 120	41 474
<b>Total de l'actif</b>		<b>4 050 269</b>	<b>4 452 593</b>
Hors bilan (en milliers d'euros)	Notes	31/12/24	31/12/23
<b>Engagements donnés</b>		<b>307 385</b>	<b>236 119</b>
Engagements de financement		232 410	195 047
Engagements en faveur d'établissement de crédit		-	-
Engagements en faveur de la clientèle	12	232 410	195 047
Engagements de garantie		44 960	26 198
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	12	-	-
Engagements d'ordre de la clientèle	12	44 960	26 198
Engagements sur titres		30 016	14 874
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		-	-
Autres engagements donnés		30 016	14 874
Passif (en milliers d'euros)	Notes	31/12/24	31/12/23
Banques centrales, CCP		-	-
Dettes envers les établissements de crédits	1-5	1 878 970	2 321 775
Opérations avec la clientèle	2-5	1 714 746	1 691 085
<i>Compte d'épargne à régime spécial</i>		380 309	313 395
<i>Autres dettes</i>		1 334 437	1 377 690
Dettes représentées par un titre	7-5	-	-
<i>Bons de caisse</i>		-	-
<i>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</i>		-	-
<i>Emprunts obligataires</i>		-	-
<i>Autres dettes représentées par un titre</i>		-	-
Autres passifs	8	15 402	12 762
Comptes de régularisation	9	59 665	60 512
Provisions pour risques et charges	10	6 524	6 009
Dettes subordonnées	11	10 091	10 108
Fonds bancaires pour risques généraux		884	884
<i>Capitaux propres et réserves</i>		363 986	349 459
Capital souscrit	11	166 118	166 118
Primes d'émission	11	178 121	178 121
Réserves	11	5 220	1 164
Écart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau	11	-	-12 930

Résultat de l'exercice		14 528	16 935
Acompte sur dividendes		-	-
<b>Total du passif</b>		<b>4 050 269</b>	<b>4 452 593</b>

<b>Hors bilan</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/24</b>	<b>31/12/23</b>
<b>Engagements reçus</b>		<b>2 989 418</b>	<b>2 909 556</b>
Engagements de financement		-	-
Engagements reçus d'établissement de crédit		-	-
Engagements de garantie		2 959 402	2 894 682
Engagements reçus d'établissement de crédit	12	-	-
Engagements reçus de la clientèle	12	2 959 402	2 894 682
Engagements sur titres		30 016	14 874
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		-	-
Autres engagements reçus		30 016	14 874

## II. — Compte de résultat

<b>Compte de résultat publiable</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/24</b>	<b>31/12/23</b>
+ Intérêts et produits assimilés	15	136 596	117 229
- Intérêts et charges assimilés	15	-103 159	-82 668
+ Revenus des titres à revenu variable	16	19 383	15 326
+ Commissions (produits)	17	61 452	54 331
- Commissions (charges)	17	-27 188	-21 143
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation	18	5 479	5 203
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	19	177	109
+ Autres produits d'exploitation bancaire	20	82	127
- Autres charges d'exploitation bancaire	20	-778	-814
<b>Produit net bancaire</b>		<b>92 044</b>	<b>87 700</b>
- Charges générales d'exploitation	21	-71 177	-75 348
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		-860	-21
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>20 008</b>	<b>12 331</b>
+/- Cout du risque	22	-1 756	4 548
<b>+ Résultat d'exploitation</b>		<b>18 252</b>	<b>16 879</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	-3 811	-28
<b>+ Résultat courant avant impôt</b>		<b>14 441</b>	<b>16 851</b>
+/- Résultat exceptionnel	24	-	-
- Impôt sur les bénéfices	25	86	134
+/- Dotations/reprises de FRBG et de provisions		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>14 528</b>	<b>16 985</b>

## III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels

### I. Cadre général

#### 1. Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE dont fait partie l'entité Natixis Wealth Management comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

#### Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau des Banques Populaires comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne, les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, dont Natixis, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle solutions & Expertises Financières (comportant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

## 2. Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L.511-31 et L.512-107 6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banque Populaire, le Fonds Réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 174 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

## 3. Groupe Natixis Wealth Management

Détenu à 100% par Natixis, le groupe Natixis Wealth Management comprend Natixis Wealth Management et ses filiales :

- VEGA Investment Managers (ex 1818 Gestion) : détenue à 100%
- 1818 Immobilier : détenue à 100%
- TEORA : détenue à 100%
- MASSENA Partners : détenue à 95,49%

## Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 de NWM a été marquée par :

- Le développement de Massena notamment avec la mise en place du dispositif O2 qui doit permettre le développement de l'offre Massena auprès des clients du Wealth et des réseaux.

- La finalisation de la Roadmap IT dont les dernières livraisons sont intervenues au T1 2024 et permettent des expériences clients et collaborateurs modernisées.
- L'approche innovante développée par Natixis Wealth Management, également soutenue par une image de marque et une démarche RSE reconnues, a été récompensée par le Premier prix dans la catégorie Banque Privée lors de la Rencontre Occur 2024 pour la deuxième année consécutive.
- Pour continuer de grandir et gagner des parts de marché en gestion de fortune, Natixis Wealth Management a dévoilé une nouvelle feuille de route : RISE. Ce nouveau projet stratégique s'inscrit pleinement dans la trajectoire des autres métiers globaux de GFS et des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne avec lesquels la collaboration s'intensifie.
- La poursuite de la communication sur la nouvelle identité de la marque NWM (avec notamment une nouvelle campagne publicitaire en fin d'année).
- La réalisation du projet Gaïa

### Événements postérieurs à la clôture

En date du 1er janvier 2025, Natixis Wealth Management a cédé à Natixis Investments Managers 36 169 actions du capital et des droits de vote de Vega Investment Managers dans le cadre du projet GAIA.

Natixis Wealth Management détient désormais 49% du capital de Vega IM.

## II. Principes et méthodes comptables

### Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de Natixis Wealth Management sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 24/03/2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 15/05/2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

### Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024.

Le Règlement n° 2023-05 du 10 novembre 2023 de l'Autorité des normes comptables (ANC) relatif aux solutions informatiques, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général s'applique obligatoirement à compter du 1er janvier 2024. Il n'a pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

### Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### a) Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

#### b) Opérations avec les établissements de crédit et de la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

### **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### **Opérations de pension**

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Natixis Wealth Management n'a pas réalisé d'opérations de pension en 2024.

### **c) Dépréciations**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

Les dépassements non autorisés de découvert de faible montant (moins de 100€) font l'objet d'une provision globale (provision estimée en regard des encours détenus par le client).

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Quand le risque de crédit porte sur des engagements de financement ou de garantie inscrits en hors bilan, le risque est pris en compte sous forme de provision pour risques et charges.

**d) Titres**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaut lance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

- Titres de transaction

Natixis Wealth Management ne détient pas de titre de transaction.

- Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés".

- Titres d'investissement

Natixis Wealth Management ne détient aucun titre d'investissement.

- Titres long terme

Natixis Wealth Management ne détient aucun titre long terme.

- Titres de l'activité de portefeuille

Natixis Wealth Management ne détient aucun titre de l'activité de portefeuille.

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

- Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Natixis Wealth Management n'a pas à son bilan d'autres titres détenus à long terme.

- Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement »

Le reclassement hors de la catégorie des « titres de transaction », vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

Natixis Wealth Management n'a pas opéré de reclassements d'actifs.

#### **e) Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

- Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations, si des indices de pertes de valeur sont identifiés.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur actuelle de l'actif, qui correspond à la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage, est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

- Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Les principaux composants des constructions sont amortis en considération de leur durée d'utilisation respective.

- constructions : 20 à 50 ans
- aménagements : 5 à 20 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.



Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

- mobilier et matériel spécialisé : 4 à 10 ans
- matériel informatique : 3 à 5 ans

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

- Immobilisations corporelles hors exploitation

Les immobilisations acquises par voie de contentieux sont inscrites pour leur valeur d'adjudication en immobilisations corporelles hors exploitation.

La perte de valeur de ce type d'immobilisations ne peut pas être constatée sous forme d'amortissement ; l'amortissement constatant des dépréciations en fonction de l'utilisation.

En revanche, ces immobilisations sont susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable (prix d'adjudication).

#### **f) Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

#### **g) Dettes subordonnées**

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **h) Provisions**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Ce poste comprend notamment une provision pour engagements sociaux et des litiges clients et RH.

#### **Engagements sociaux**

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes Comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact correspondant dans ses comptes au 31 décembre 2024.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les

régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux de Natixis Wealth Management qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

#### **i) Fonds pour risques bancaires généraux**

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

#### **j) Instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

- Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- Micro-couverture (couverture affectée) ;
- Macro-couverture (gestion globale de bilan) ;
- Positions spéculatives/positions ouvertes isolées ;
- Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;

pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

- Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macro-couverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Natixis Wealth Management a effectué des opérations de macro-couverture sur l'exercice 2024. Elles sont décrites à la note 13.

#### **k) Intérêts et assimilés – Commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Au 31 décembre 2024, les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

#### **l) Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

#### **m) Contributions aux mécanismes de résolution bancaire**

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par Natixis Wealth Management, à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 694 milliers d'euros.

Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 580 milliers d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2024.

La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par Natixis Wealth Management est nul en 2024 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan.

Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds.

La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds garantis par des dépôts espèces jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à l'éster -20bp depuis le 1er mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 925 K€ au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autres actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2024. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

#### **n) Impôts sur les bénéfices**

Natixis Wealth Management est intégrée fiscalement dans le groupe Natixis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### **III. Informations sur le bilan**

#### **Bilan**

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion.

#### **Note 1 - Opérations interbancaires**

<b>Actif</b> <i>(en milliers d' euros)</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Créances à vue sur les établissements de crédit	411 101	39 374
- opérations avec le réseau	411 101	39 374
Créances à terme sur les établissements de crédit	633 117	1 445 634
- opérations avec le réseau	633 117	1 445 634
<b>Total</b>	<b>1 044 218</b>	<b>1 485 008</b>

Un prêt à vue de 285 M€ a été mis en place le 31/12/2024 et justifie la variation des créances à vue.

Les prêts à terme, émis par NWM auprès de NATIXIS au cours de l'exercice, représentent 125 M€ au 31/12/2024.

Le montant des prêts à terme échus ou remboursés durant l'année s'élève à 940 M€.

<b>Passif</b> <i>(en milliers d' euros)</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dettes à vue sur les établissements de crédit	-	12 004
- opérations avec le réseau	-	12 004
- opérations hors réseau	-	-
Dettes à terme sur les établissements de crédit	1 878 970	2 309 771
- opérations avec le réseau	1 878 970	2 309 771
<b>Total</b>	<b>1 878 970</b>	<b>2 321 775</b>

La variation des dettes à terme, en recul de 442,8 M€, s'explique par les encours échus ou remboursés, à hauteur de 1 039 M€ sur la période.

Les nouveaux emprunts à terme souscrits durant l'exercice représentent 615 M€.

L'intégralité des opérations (créances et dettes) est réalisée avec le réseau.

#### Note 2 - Opérations avec la clientèle

<b>Actif</b> <i>(en milliers d' euros)</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	2 399 870	2 334 993
- Crédits de trésorerie	237 274	342 345
- Crédits à l'équipement		
- Prêts Epargne Logement		
- Autres crédits à l'habitat	968 457	936 261
- Autres	1 194 140	1 056 387
Comptes ordinaires débiteurs	286 321	329 984
Créances rattachées	10 892	10 179
Créances douteuses	38 477	42 786
Dépréciations des créances sur la clientèle	-12 962	-11 436
<b>Total</b>	<b>2 722 599</b>	<b>2 706 507</b>

Les opérations avec la clientèle sont en hausse de 16,1 M€ sur l'exercice, expliquées notamment par :

- L'augmentation globale des encours de crédits à hauteur de 64,9 M€,

- La baisse des comptes ordinaires débiteurs pour 43,7 M€.

Les créances douteuses, nettes de provisions, sont en recul de 5,7 M€.

Les encours des créances restructurées du fait de la situation financière du débiteur s'élèvent à 16,4 M€ au 31 décembre 2024. Le montant de ces prêts et créances restructurés figure en encours douteux.

Natixis Wealth Management n'a pas financé d'actif situé en Russie ou en Ukraine.

Répartition des encours de crédit par agent économique :

(en milliers d'euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont Créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Banques centrales	-	-	-	-	-
Administrations publiques et sécurité sociale	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-
Autres entreprises financières	9 305	-	-	-	-
Entreprises non financières	2 049 059	31 227	-12 059	8 687	-6 288
Ménages	638 720	7 251	-903	287	-287
Total au 31 décembre 2024	2 697 084	38 477	-12 962	8 974	-6 575

Les opérations avec la clientèle au passif, reprennent l'ensemble des dépôts des clients.

Passif (en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes d'épargne à régime spécial	380 309	313 395
- Livret A	-	-
- Livret Jeune, livret B et Codevi	-	-
- Pel et Cel	-	-
- Lep	-	-
- Pep	-	-
- Autres	380 309	313 395
Autres dettes	1 331 521	1 373 501
- Comptes ordinaires créditeurs	1 122 020	1 158 207
- Autres	209 501	215 294
Dettes rattachées	2 916	4 189
Total	1 714 746	1 691 085

Note 3 – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenus fixe et variable

Titres à revenu fixe :

Natixis Wealth Management ne détient pas de titres à revenu fixe.

Titres à revenu variable :

(en milliers d'euros)	2024			2023		
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Titres cotés :						
Titres non cotés :						
OPCVM de capitalisation	2 923	1 923	0	1 000	1 923	0
Autres titres :	8 389		8 212	8 389		8 212
Total	11 312	1 923	8 212	9 389	1 923	8 212

Natixis Wealth Management n’a pas d’exposition aux titres souverains (c’est-à-dire émis par un État, une Collectivité Publique ou une Banque Centrale) grecs, italiens, espagnols, irlandais et portugais.

Natixis Wealth Management n’a pas d’exposition vis-à-vis de contreparties russes ou ukrainiennes.

Natixis Wealth Management n’a pas opéré de reclassement d’actif.

Natixis Wealth Management s’est engagée sur le 4e trimestre 2024 pour une souscription de 5 M€ dans un fonds de Private Equity géré par FundPartner AM sur laquelle un premier appel d’un montant de 1 M€ a été réalisé.

Note 4 – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

a) Tableau des filiales et participations

Forme juridique (en milliers d'euros)	Sociétés	Titres détenus			Informations complémentaires						
		Quantité	Montant	%	Siège	Capitaux Propres (1)	Résultat (2)	Prêts et avances consentis	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT (3)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice 2023
SA	VEGA Investment Managers	128 373	89 184	100,00%	115 rue Montmartre-75002 Paris	37 418	17 681			117 999	17 681
SAS	1818 Immobilier	540	837	100,00%	115 rue Montmartre-75002 Paris	242	-31			5	-
	Dépréciation 1818 Immobilier		-687								
SAS	TEORA	374 080	1 037	100,00%	115 rue Montmartre-75002 Paris	1 113	1 703			56 414	1 702
SA	MASSENA PARTNERS	92 297	74 049	98,49%	51, avenue John F. Kennedy – L-1855 Luxembourg						
	Dépréciation Massena Partners		-3 864								
Total			160 556			38 773	19 353			164 695	19 383

(1) Avant prise en compte du résultat 2024.  
(2) Résultat net social arrêté au 31/12/24, non encore approuvé.  
(3) Comptes sociaux au 31/12/24 non encore approuvés.

Au cours de l’exercice, Natixis Wealth Management a acquis 13 981 actions de MASSENA PARTNERS et détient désormais 95,49% du capital.  
Des dotations aux provisions ont été comptabilisées au 31 décembre 2024 sur les titres MASSENA PARTNERS (pour 3 864 K€) et 18 18IMMO (pour 61 K€).

b) Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31-déc-23	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31-déc-24
Participations et autres titres détenus à long terme	154 580	10 527	0			165 107
Parts dans les entreprises liées						
<b>Valeurs Brutes</b>	<b>154 580</b>	<b>10 527</b>	<b>0</b>			<b>165 107</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	-626	-3 925	0			-4 551
Parts dans les entreprises liées						
<b>Dépréciations</b>	<b>-626</b>	<b>-3 925</b>	<b>0</b>			<b>-4 551</b>
<b>Total</b>	<b>153 355</b>	<b>6 602</b>				<b>160 556</b>

L'augmentation des parts dans les entreprises liées concerne l'acquisition de 13 981 actions supplémentaires au sein de MASSENA PARTNERS. Les provisions constatées au 31/12/2024 portent sur les titres 1818 Immobilier pour 687 K€ et sur les titres Massena Partners pour 3 864 K€.

#### Note 5 – Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir, avec créances et dettes rattachées.

<i>(en milliers d'euros)</i>	de 0 à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total 2024
<b>Total des emplois</b>	<b>878 579</b>	<b>413 030</b>	<b>1 771 795</b>	<b>703 413</b>	<b>3 766 817</b>
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédits	439 875	73 000	496 343	35 000	1 044 218
Opérations avec la clientèle	438 704	340 030	1 275 452	668 413	2 722 599
Autres concours à la clientèle	152 383	340 030	1 275 452	668 413	2 436 278
Comptes ordinaires débiteurs	286 321				286 321
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
<b>Total des ressources</b>	<b>1 646 451</b>	<b>669 816</b>	<b>1 154 543</b>	<b>131 906</b>	<b>3 593 716</b>
Dettes envers les établissements de crédit	132 480	514 831	1 099 754	131 906	1 878 970
Opérations avec la clientèle	1 513 972	154 985	45 789	-	1 714 746
Dettes représentées par un titre :	-	-	-	-	-
Bons de caisse et bons d'épargne	-	-	-	-	-
TMI et TCN	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-

#### Note 6 – Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute au 31/12/23	Acquisitions	Cessions /mises hors service	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/24	Amortissements et dépréciations 31/12/24	Valeur nette 31/12/24
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>78 799</b>	<b>251</b>	<b>113</b>	<b>-60</b>	<b>78 877</b>	<b>31 097</b>	<b>47 781</b>
- Fonds de commerce	45 497	-	-	-	45 497	718	44 779
- Logiciels et autres immos incorporelles	30 711	251	-	1 839	32 801	30 379	2 422
- Certificats d'association	692	-	113	-	80		580
- Immobilisations en cours	1 898	1	-	-1 899	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>141</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>141</b>	<b>82</b>	<b>59</b>
- Matériel de bureau et informatique	82	-	-	-	82	82	0
- Agencements	-	-	-	-	-	0	-0
- Autres immobilisations corporelles	59	-	-	-	59	-	59
- Immobilisations hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-

La valeur d'utilité des fonds de commerce a été revue sur la base d'une valorisation globale de la branche d'activité de Natixis Wealth Management, compte tenu de l'identification d'une seule UGT (unité de gestion de trésorerie). Au 31 décembre 2024, aucune dépréciation n'a été constatée.

Les autres mouvements correspondent à la mise en service du projet informatique NACRE au cours de l'exercice.

#### Note 7 - Dettes représentées par un titre

Natixis Wealth Management n'a pas émis de titres.

#### Note 8 – Autres actifs et passifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Droit à remboursement sur IFC	-	-	-	-
Autres débiteurs / créditeurs divers	12 380	15 402	8 666	12 762
Comptes de réévaluation sur dérivés	-	-	-	-
Comptes de liquidation	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>12 380</b>	<b>15 402</b>	<b>8 666</b>	<b>12 762</b>

Le montant des engagements de paiement concernant le FRU est de 925 K€ au 31/12/2024.

Le montant du stock des dépôts de garanties lié au FGDR est de 694 K€ au 31/12/2024.

La hausse des actifs s'explique principalement par les commissions en attente d'encaissement auprès de :

- Vega Investment Managers (+1,7 M€).
- FLEXSTONE (+0,9 M€)
- MFEX (+1 M€)

Les passifs augmentent également compte-tenu notamment des rétrocessions de commissions sur contrats NUANCES à payer à Natixis Investment Managers pour 2 903 K€, réglées début janvier 2025.

#### Note 9 – Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes ajustement sur instruments financiers	0	-	0	-
Charges et produits constatés d'avance	1 690	5 044	529	5 439
Produits à recevoir/charges à payer	47 850	51 642	38 564	51 139
- Intra-groupes	40 651	7 350	29 254	8 103
- Commissions sur OPCVM	5 551	360	6 714	1 331
- Commissions sur Assurance-Vie	998	64	969	64
- Frais d'exploitation	24	35 855	1 238	34 315
- Autres commissions	626	8 012	389	7 326
Valeurs à l'encaissement	-	-	-	-
Autres	3 581	2 979	2 381	3 935
<b>Total</b>	<b>53 120</b>	<b>59 665</b>	<b>41 474</b>	<b>60 512</b>

La variation des comptes de régularisation concerne essentiellement les comptes d'actifs (en hausse de 11,6 M€). Les comptes de régularisation passifs sont globalement stables (-0,8 M€).

A l'actif, ce sont les opérations intra-groupes qui expliquent l'augmentation des soldes, à hauteur de 11,4 M€.

Cette hausse porte principalement sur les refacturations de frais généraux effectuées au cours de l'exercice entre Natixis Wealth Management et ses filiales VEGA IM et TEORA.

#### Note 10 - Provisions

##### a) Tableau de variations des provisions

(en milliers d'euros)	31-déc-23	Dotations	Reprises		Autres mouvements	31-déc-24
			utilisées	non utilisées		
Litiges clients	-			-		0
Litiges d'exploitation (1)	15	45		-		59
Litiges avec des salariés	34	-	-	-		34
Provision d'exploitation frais de personnel	642	96		-		738
Provision CET	4 907	405	-	38		5 274
Provision médaille du travail	411	8		-		419
Autres provisions	-		-	-		-
<b>Total</b>	<b>6 009</b>	<b>554</b>	<b>-</b>	<b>38</b>		<b>6 524</b>

(1) La provision d'exploitation frais de personnel correspond à l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière (net d'écarts actuariels) non couvert par les actifs constitués en couverture des engagements.

La dotation de 45 K€ sur les litiges d'exploitation correspond à la provision dans les comptes du droit des salariés d'acquiescer des droits à congés payés pendant leur arrêt maladie pour les années 2021, 2022 et 2024.

Les provisions hors IFC sont établies au cas par cas afin de tenir compte des risques probables compte tenu de litiges inhérents à l'activité de la société ou de couverture d'engagements.

Les dotations et reprises aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques le cas échéant.

##### b) Provisions et dépréciations d'actifs constituées en couverture du risque de contrepartie

(en milliers d'euros)	31-déc-23	Dotations	Reprises	31-déc-24
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif</b>				
Créances sur la clientèle	11 436	6 259	4 732	12 962
Obligations	-	-	-	-
Opvcvm actions	1 923	-	-	1 923
Filiales et titres de participations	626	3 925	-	4 551
<b>Provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif</b>				
Provisions sur engagements hors bilan	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13 984</b>	<b>10 184</b>	<b>4 732</b>	<b>19 436</b>

**c) Provisions pour engagements sociaux****o Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies**

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhère Natixis Wealth Management.

**o Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme**

Les engagements de Natixis Wealth Management concernent les régimes suivants :

- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités.

Ces engagements sont calculés selon la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

**o Principales hypothèses actuarielles**

	Retraites 2024	Retraites 2023
Taux d'actualisation	3,37%	3,09%
Taux d'inflation	2,30%	2,40%
Taux de croissance des salaires	2,71%	2,69%
Taux de rendement attendu des actifs	2,76%	2,18%

**o Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan**

(en milliers d'euros)	Retraites 2024	Retraites 2023
Valeur actualisée des engagements financés	2 177	2 052
Juste valeur des actifs du régime	-1 692	-1 631
Juste valeur des droits à remboursement	-	-
Valeur actualisée des engagements non financés	-	-
Eléments non encore reconnus (écarts actuariels et coût des services passés)	257	226
Changement de régime restant à étaler	-4	-5
<b>Solde net au bilan</b>	<b>738</b>	<b>642</b>
Passifs au bilan	738	642
Actifs au bilan		

Les éléments non comptabilisés au 31/12/2024 du fait de la méthode du corridor s'élèvent à 257 K€.

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2024, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et de 1 % du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

Sensibilité à l'hypothèse : Taux d'actualisation	
Taux d'actualisation +0,5%	2 055
Taux d'actualisation -0,5%	2 272
Sensibilité à l'hypothèse : Taux de progression des salaires ou des rentes	
Taux de progression des salaires ou des rentes +1 %	2 393
Taux de progression des salaires ou des rentes -1 %	1 956

Echéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versées aux bénéficiaires

Echéancier des flux futurs probables	
n+1 à n+5	628
n+6 à n+10	895
n+11 à n+15	1 704
n+16 à n+20	1 188
> n+20	2 431

La réforme des retraites en France (Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés.

**Note 11 - Capitaux propres et dettes subordonnées****a) Tableau de variations des capitaux propres**

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Capitaux propres hors FRBG
Situation à l'ouverture	166 118	178 121	1 164	-12 930	16 985	349 459
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	4 055	12 930	-16 985	-
Dividendes versées	-	-	-	-	-	-



Résultat de l'exercice	-	-	-	-	14 528	14 528
Impact IFRIC 1C 2022				-		-
<b>Situation à la clôture</b>	<b>166 118</b>	<b>178 121</b>	<b>5 220</b>	<b>-</b>	<b>14 528</b>	<b>363 986</b>

Le capital social de la Société est stable et s'élève à 166 117 719,46 euros au 31 décembre 2024. Il est composé de 2 201 401 actions de 75,46 euros de valeur nominale.

#### b) Répartition du capital en nombre d'actions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Natixis	Total en nombre	Montant en K€
Solde au 31/12/2023	2 201 401	2 201 401	166 118
Augmentation de capital	0	0	0
Solde au 31/12/2024	2 201 401	2 201 401	166 118
Transfert des titres	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 201 401</b>	<b>2 201 401</b>	<b>166 118</b>

#### c) Dettes subordonnées

Ce poste enregistre une émission privée de titres subordonnés à durée indéterminée, souscrite par les actionnaires, destinée à renforcer les fonds propres de la Banque : 6 500 titres d'un nominal de 10 000 francs (soit 1 524,49 euros) ont été émis au pair le 30 juin 1994. La rémunération est basée sur la moyenne arithmétique des taux journaliers de l'Euribor 1 mois majoré d'une marge de 0,20 %.

Au 31 décembre 2024, les intérêts courus non échus sont de 182 K€.

#### Hors bilan et opérations assimilées

#### Note 12 – Engagements donnés et reçus

##### a) Engagements avec les établissements de crédit :

Natixis Wealth Management ne détient aucune opération d'engagement envers les établissements de crédit.

##### b) Engagements avec la clientèle :

Les garanties reçues enregistrées en hors-bilan ont fait l'objet d'un réajustement sur 2024 tout comme en 2023 : un écrêtage et une priorisation par nature de garantie ont été opérés en comptabilité, indépendamment de l'analyse des risques.

La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours des engagements donnés aux clients à l'actif et en hors-bilan.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Engagements donnés	Engagements reçus
<b>Engagements de financement :</b>	<b>232 410</b>	<b>-</b>
Autorisation de découvert	149 622	-
Ouverture de crédits	82 788	-
<b>Engagements de garantie :</b>	<b>44 960</b>	<b>2 959 402</b>
Cautions et avals	17 735	-
Garanties financières	4 500	-
Obligations cautionnées	20 526	-
Autres garanties	2 200	479 106
Garanties hypothécaires	-	531 574
Nantissements de titres et espèces	-	1 727 010
Cautions personnelles	-	221 713
<b>Total</b>	<b>277 370</b>	<b>2 959 402</b>

#### Note 13 – Opérations sur instruments financiers à terme

Des opérations de macro-couverture ont été mises en place début 2024.

Approuvé en Comité NPNA en 12/2023, l'objectif est de réduire l'exposition au risque de taux, et d'associer à la couverture par des emprunts, des opérations de swaps de taux.

Ces opérations sont réalisées avec la contrepartie Natixis CIB.

##### a) Engagements sur instruments financiers à terme :

	Instruments de taux d'intérêts	Instruments de cours de change	Autres instruments	Total 2024	Total 2023
Opérations sur marchés de gré à gré (1)	325 000	-		-12 930	-
Opérations fermes	325 000			325 000	-
Opérations conditionnelles	-	-	-	-	-
Total (montants nominaux)	325 000	-	-	325 000	-
Total (juste valeur)	-6 946	-	-	-6 946	-

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de Natixis Wealth Management sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent sur des contrats de garantie de taux.

(1) Ventilation des instruments de taux d'intérêts de gré à gré par type de portefeuille :

	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes		325 000	-	-	325 000
Opérations conditionnelles	-	-	-	-	-
Achats	-	325 000	-	-	325 000
Ventes	-	-	-	-	-
Total 2024	-	325 000	-	-	325 000
Total 2023		-	-	-	

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

b) **Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :**

(en milliers d'euros)

	De 0 à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2024
<b>Opérations sur marchés organisés</b>	-	-	-	-
Opérations fermes	-	-	-	-
Opérations conditionnelles	-	-	-	-
<b>Opérations sur marchés de gré à gré</b>	-	180 000	145 000	325 000
Opérations fermes	-	180 000	145 000	325 000
Opérations conditionnelles	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	180 000	145 000	325 000

#### Note 14 - Autres engagements hors-bilan

Natixis Wealth Management ne détient aucun autre engagement d'hors-bilan.

#### Compte de résultat

#### Note 15 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	NET	Produits	Charges	NET
Sur opérations avec les établissements de crédit	35 932	70 259	-34 327	39 616	56 372	-16 756
Sur opérations avec la clientèle	100 664	32 512	68 152	77 613	26 000	51 613
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Autres intérêts et produits et assimilés	-	-	-	-	-	-
Relatives à dettes subordonnées	-	388	-388	-	296	-296
<b>Total</b>	<b>136 596</b>	<b>103 159</b>	<b>33 437</b>	<b>117 229</b>	<b>82 668</b>	<b>34 562</b>

Comme en 2023, les charges nettes de produits sur intérêts vis-à-vis des établissements de crédits sont en forte hausse compte-tenu de l'évolution des taux d'intérêt. Concernant les opérations avec la clientèle, les comptes sur livrets et comptes rémunérés, mis en place en 2023, sont toujours en progression et expliquent également la hausse des intérêts.

L'impact global net reste toutefois stable (+34 M€).

#### Note 16 - Revenus des titres à revenu variable

Ils correspondent essentiellement aux dividendes perçus des filiales. (Cf. note 4)

#### Note 17 - Commissions

(en milliers d'euros) Commissions	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	0	-0	-	1	-1
Sur opérations avec la clientèle	3 202	166	3 036	2 270	13	2 257
Relatives aux opérations sur titres	37 594	16 408	21 186	34 973	14 558	20 416
Sur moyens de paiement	73	-	73	76	-	76
Sur vente de produits d'assurance vie	10 157	6 126	4 031	10 448	5 781	4 667
Autres commissions	7 394	4 283	3 111	3 691	655	3 036
Sur opérations défiscalisées	3 033	206	2 827	2 873	136	2 737
<b>Total</b>	<b>61 452</b>	<b>27 188</b>	<b>34 264</b>	<b>54 331</b>	<b>21 143</b>	<b>33 188</b>

#### Note 18 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur titre de transaction	3 953	5 026
Opérations de change	209	146

Opérations sur IFT	1 317	31
<b>Total</b>	<b>5 479</b>	<b>5 203</b>

**Note 19 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

(en milliers d'euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Titres de placement	TAP	Total	Titres de placement	TAP	Total
Réévaluation du bon de capitalisation	177	-	177	109	-	109
Moins-values nettes de cessions	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>177</b>	<b>-</b>	<b>177</b>	<b>109</b>	<b>-</b>	<b>109</b>

**Note 20 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

(en milliers d'euros)	2024			2023		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Moyens de paiement	-63	82	19	-64	77	14
Produits / Charges diverses d'exploitation bancaire	-714	-	-714	-751	50	-701
<b>Total</b>	<b>-778</b>	<b>82</b>	<b>-696</b>	<b>-814</b>	<b>127</b>	<b>-687</b>

**Note 21 – Charges générales d'exploitation**

(en milliers d'euros)	2024	2023
<b>Frais de personnel</b>	<b>48 408</b>	<b>45 340</b>
- salaires et traitements	24 170	22 700
- charges de retraite	4 096	3 950
- autres charges sociales et fiscales	16 665	15 775
- intéressement et participation	3 476	2 915
<b>Impôts et taxes</b>	<b>524</b>	<b>445</b>
<b>Services extérieurs et autres frais administratifs</b>	<b>21 729</b>	<b>29 149</b>
<b>Provisions</b>	<b>516</b>	<b>414</b>
<b>Total</b>	<b>71 177</b>	<b>75 348</b>

L'effectif moyen du personnel en activité, ventilé par catégories professionnelles est le suivant :

	2024	2023
Cadres	232,11	226,90
Non cadres	28,95	32,57
<b>TOTAL</b>	<b>261,06</b>	<b>259,47</b>

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction n'est pas fourni car il permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

**Note 22 – Coût du risque**

(en milliers d'euros)	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total
Dépréciations d'actifs et provisions	-1 799	-34	-1 833
Dotations	-5 964	-34	-5 997
Reprises	4 164	-	4 164
Pertes sur créances irrécupérables faisant l'objet d'une dépréciation	-6	-3 353	-6
Pertes sur créances irrécupérables n'ayant pas fait l'objet d'une dépréciation	-	-	-
Récupérations sur créances amorties	83	-	83
<b>Total 2024</b>	<b>-1 722</b>	<b>-34</b>	<b>-1 756</b>
<b>Total 2023</b>	<b>7 901</b>	<b>-3 353</b>	<b>4 548</b>

Les dotations 2024 portent essentiellement sur deux dossiers clients pour 1 858 K€. Un troisième client a fait l'objet d'une restructuration, ayant entraîné une reprise de 3 850 K€ sur le dossier initial, puis une dotation 3 600 K€ sur le nouveau dossier.

**Note 23 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(en milliers d'euros)	2024	2023
<u>Titres consolidés :</u>		
Moins-value SELECTION	-	-
Reprise provision sur immobilisations financières	-	-
Dotations provision titres 1818 IMMOBILIER	-3 925	-28
<u>Titres non consolidés :</u>	-61	
Cession titres de participations non consolidés	-3 864	

Cession fonds de commerce - courtages	114	-
Moins-value sur cessions de titres		
Dotations/ Reprises aux/de dépréciations sur titres		
Plus-value sur cessions d'immobilisations corporelles	-	-
Moins-value sur cessions d'immobilisations corporelles	-	1
<b>Total</b>	<b>-3 811</b>	<b>-28</b>

**Note 24 – Résultat exceptionnel**

Aucun résultat exceptionnel n'a été constaté sur 2024.

**Note 25 – Impôt sur les bénéfices**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Charge d'impôt	86	134
Produit d'impôt	-	-
<b>Total</b>	<b>86</b>	<b>134</b>

Depuis le 1er janvier 2010, Natixis Wealth Management fait partie du groupe d'intégration fiscale de Natixis.

Le déficit reportable s'élève à 50.2 M€ au 31/12/2024.

**Autres informations****Note 26 - Consolidation**

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, Natixis Wealth Management établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de Natixis SA, 7 Pro Germaine Sablon 75013 Paris (siren 542044524).

**Note 27 – Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 2 mars 2022 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2022, Natixis Wealth Management n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

**Note 28 – Transactions avec les parties liées**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>			<b>31.12.2023</b>		
	<b>BPCE</b>	<b>Natixis</b>	<b>NATIXIS INVESTMENT MANAGERS</b>	<b>BPCE</b>	<b>Natixis</b>	<b>NATIXIS INVESTMENT MANAGERS</b>
Crédits	41 455	987 756		12 782	1 457 215	
Autres actifs financiers						
Autres actifs		1 123			33	
<b>Total des actifs avec les entités liées</b>	<b>41 455</b>	<b>988 879</b>		<b>12 782</b>	<b>1 457 248</b>	
Dettes		1 791 554			2 214 319	
Dettes subordonnées	9 909			9 909		
Autres passifs	1 462	2 819	12 980	872	2 221	6 999
<b>Total des passifs envers les entités liées</b>	<b>11 371</b>	<b>1 794 373</b>	<b>12 980</b>	<b>10 781</b>	<b>2 216 540</b>	<b>6 999</b>
Intérêts, produits et charges assimilés	22	-30 073		-296	-14 105	
Commissions nettes	-2 521	908	-11 839	-2 283	1 137	-10 444
Résultat net sur opérations financières						
Produits nets des autres activités					50	
<b>Total du PNB réalisé avec les entités liées</b>	<b>-2 499</b>	<b>-29 165</b>	<b>-11 839</b>	<b>-2 579</b>	<b>-12 918</b>	<b>-10 444</b>
Engagements donnés						

Engagements reçus					
Engagements sur instruments financiers à terme		325 000			
Total des engagements avec les entités liées		325 000			

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l’Assemblée générale deNatixis Wealth Management,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la sociétéNatixis Wealth Management relatifs à l’exercice clos le 31 décembre2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écouléainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport..

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE)n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels del’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle

Risque identifié	Notre réponse
Natixis Wealth Management est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l’incapacité des clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.	Dans le cadre de nos procédures d’audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle interne relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l’appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle.
Les prêts et créances sur la clientèle supportant un risque de contrepartie avéré font l’objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des prêts et créances concernés.	Nos travaux ont consisté en particulier à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et de valorisation des garanties.
Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l’audit étant donné que les prêts et créances sur la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction dans l’appréciation du niveau de dépréciation individuelle des encours de prêts et créances sur la clientèle en risque avéré.	Par ailleurs, sur la base d’un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations.
Les créances sur la clientèle représentent 2 723 M€ au 31 décembre 2024 dont 38,5 M€ d’encours douteux. Le coût du risque sur créances douteuses s’est élevé à -1,7 M€ au 31 décembre 2024. Se référer au paragraphe b) des principes et méthodes comptables et aux notes 2 et 22 de l’annexe pour plus de détails.	Nous avons également apprécié les informations sur le risque de crédit présentées dans les états financiers au 31 décembre 2024.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-après.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

##### Désignation des commissaires aux comptes :

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natixis Wealth Management par l'assemblée générale du 15 mai 2012 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 1er mars 1996 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit. Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 28ème année.

##### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels :

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Les commissaires aux comptes*

**Forvis Mazars**  
Paris la Défense, le 30 avril 2025  
Olivier Gatard

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2025  
Aurore Prandi

**VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de Natixis Wealth Management sis au 115, rue Montmartre 75002 Paris.

**Partie B. — Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2024****Actif**

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	166	153
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10 016	8 444
Instruments dérivés de couverture	83	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	136	82
Titres au coût amorti		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	1 052 946	1 511 832
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	2 720 908	2 715 672
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance		
Actifs d'impôts courants	904	2 205
Actifs d'impôts différés	2 424	13 102
Comptes de régularisation et actifs divers	48 021	51 712
Actifs non courants destinés à être cédés	52 348	-
Participation aux bénéfices différés		
Parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	6 376	12 495
Immobilisations incorporelles	44 344	23 381
Ecarts d'acquisition	43 205	56 610
<b>Total de l'Actif</b>	<b>3 981 877</b>	<b>4 395 688</b>

**Passif**

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Banques centrales, CCP		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		
Instruments dérivés de couverture	7 048	
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 878 971	2 321 776
Dettes envers la clientèle	1 640 720	1 623 647
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôts courants		
Passifs d'impôts différés	757	3 540
Comptes de régularisation et passifs divers	98 788	150 819
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	45 802	
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		
Provisions	7 410	10 221
Dettes subordonnées	10 091	10 108
<b>Capitaux propres</b>	<b>292 290</b>	<b>275 577</b>
<b>Capitaux propres part du groupe</b>	<b>287 601</b>	<b>272 691</b>
Capital et primes liées	344 239	344 239
Réserves consolidées	-59 264	-91 247
Résultat de l'exercice	7 865	19 775
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5 152	-
Effets des gains et pertes non recyclables	-87	-76
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>4 689</b>	<b>2 886</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>3 981 877</b>	<b>4 395 688</b>

**II. — Compte de résultat consolidé**

(en milliers d'euros)	31.12.2023	31.12.2022
Produits d'Intérêts et assimilés	134 182	114 907
Charges d'Intérêts et assimilées	-101 328	-79 292
Commissions (produits)	131 321	223 119
Commissions (charges)	-47 683	-86 448
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4683	5 343
Gains ou pertes sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-

Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti reclassés en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la JV par capitaux propres reclassés en actifs financiers à la JVR		
Produit net des activités d'assurance		
Produits des autres activités	141	197
Charges des autres activités	-2 175	-2 089
<b>Produit net bancaire</b>	<b>119 141</b>	<b>175 737</b>
Charges générales d'exploitation	-109 480	-147 982
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-8 929	-3 992
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>732</b>	<b>23 763</b>
Coût du risque	-1 281	3 883
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-549</b>	<b>27 646</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	190	9
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-359</b>	<b>27 655</b>
Impôts sur le résultat	-11 188	-7 816
Résultat sur activité abandonnée	18 909	-
<b>Résultat net</b>	<b>7 362</b>	<b>19 839</b>
Intérêts minoritaires	503	-64
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>7 865</b>	<b>19 775</b>

**Résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

(en milliers d'euros)	Exercice 2024
<b>Résultat net</b>	<b>7 362</b>
Écarts de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-6 946
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Impôts liés	1 794
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>	<b>-5 152</b>
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-14
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	
Impôts liés	3
<b>Éléments non recyclables en résultat net</b>	<b>-11</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>2 199</b>
Part du groupe	2 702
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-503

**III. — Tableau de variation des capitaux propres**



(en milliers d'euros)	Capital et primes liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)					Résultat net part du groupe	Total Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves		Réserves de conversion	Ecart de Réévaluation	IFC	Variations de valeur des instruments financiers					
								Actifs disponibles à la vente	Dérivés de couverture				
Capitaux propres IFRS au 1er janvier 2023	166 118	178 121	-	-95 339	-	-	95	-	-	11 811	260 806	0	260 806
Distribution 2023 au titre du résultat 2022	-	-	-	11 811	-	-	-	-	-	-11 811	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes non recyclables	-	-	-	-	-	-	-171	-	-	-	-171	-	-171
Résultat annuel 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19 775	19 775	64	19 839
Effet des fusions et acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-7 719	-	-	-	-	-	-	-7 719	2 822	-4 897
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2023	166 118	178 121	-	-91 247	-	-	-76	-	-	19 775	272 691	2 887	275 578
Affectation du résultat 2023	-	-	-	19 775	-	-	-	-	-	-19 775	-	-	-
Distribution 2024 au titre du résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-5 152	-	-5 152	-	-5 152
Gains et pertes non recyclables	-	-	-	-	-	-	-11	-	-	-	-11	-	-11
Résultat annuel 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 865	7 865	-503	7 362
Effet des fusions et acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	12 208	-	-	-	-	-	-	12 208	2 305	14 513
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2024	166 118	178 121	-	-59 265	-	-	-87	-	-5 152	7 865	287 601	4 689	292 290

Les autres variations correspondent au complément de rachat des titres de Massena Partners ainsi qu'à l'ajustement du goodwill après l'allocation et l'enregistrement de la marque et des mandats de gestion.

#### IV. — Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées, d'actifs financiers détenus jusqu'à échéance et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories. Sont en particulier affectés aux activités opérationnelles, les titres relatifs à des participations stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente ».

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>25 059</b>	<b>27 655</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements Immobilisations corporelles et incorporelles	9 493	3 991
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes aux provisions	-3 698	13
+/- Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette / gain net des activités d'investissement	-190	-7
+/- Charges et produits des activités de financement	388	296
+/- Autres mouvements	16 689	-1 381
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements</b>	<b>22 682</b>	<b>2 912</b>
<b>+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit</b>	<b>376 901</b>	<b>322 513</b>
<b>+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle</b>	<b>10 997</b>	<b>-713 460</b>
<b>+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers</b>	<b>-10 372</b>	<b>3 153</b>
<b>+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers</b>	<b>-19 336</b>	<b>5 279</b>
- Impôts versés	-9 441	1 461
<b>= Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>348 749</b>	<b>-381 054</b>
<b>Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>396 490</b>	<b>-350 487</b>
<b>+/- Flux liés aux actifs financiers et participations</b>	<b>11 216</b>	<b>-55 746</b>
<b>+/- Flux liés aux immeubles de placement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>+/- Flux liés aux Immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-25 947</b>	<b>- 5 300</b>
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>-14 731</b>	<b>-61 046</b>
<b>+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>	<b>4 439</b>	<b>-85</b>
<b>+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-405</b>	<b>-249</b>
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>4 034</b>	<b>-334</b>
<b>Effet net de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>385 793</b>	<b>-411 867</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	396 490	-350 487
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-14 731	- 61 046
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	4 034	-334
Effet net de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents (D)	-	-

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>47 024</b>	<b>458 891</b>
Caisse, Banques centrales, CCP (actif et passif)	153	86
Soldes à vue auprès des établissements de crédit	46 871	458 805
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>432 817</b>	<b>47 024</b>
Caisse, Banques centrales, CCP (actif et passif)	167	153
Soldes à vue auprès des établissements de crédit	432 650	46 871
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>385 793</b>	<b>-411 867</b>

## V. — Notes annexes aux états financiers de Natixis Wealth Management

### Note 1 - Cadre juridique et financier - faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

#### 1.1 - Cadre général

##### 1.1.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

##### Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Epargne. Chacun des réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

##### BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) Assurances et les Autres réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

##### 1.1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 174 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 1.1.3 Groupe Natixis Wealth Management

Détenu à 100% par Natixis, le groupe Natixis Wealth Management comprend Natixis Wealth Management et ses filiales :

- VEGA Investment Managers : détenue à 100%
- 1818 Immobilier : détenue à 100%
- TEORA : détenue à 100%
- Massena Partners : détenue à 95,49 %

### 1.2 - Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 de Natixis Wealth Management a été marquée par :

- Le développement de Massena notamment avec la mise en place du dispositif O2 qui doit permettre le développement de l'offre Massena auprès des clients du Wealth et des réseaux.
- La finalisation de la Roadmap IT dont les dernières livraisons sont intervenues au T1 2024 et permettent des expériences clients et collaborateurs modernisées.
- L'approche innovante développée par Natixis Wealth Management, également soutenue par une image de marque et une démarche RSE reconnues, a été récompensée par le Premier prix dans la catégorie Banque Privée lors de la Rencontre Occur 2024 pour la deuxième année consécutive.
- Pour continuer de grandir et gagner des parts de marché en gestion de fortune, Natixis Wealth Management a dévoilé une nouvelle feuille de route : RISE. Ce nouveau projet stratégique s'inscrit pleinement dans la trajectoire des autres métiers globaux de GFS et des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne avec lesquels la collaboration s'intensifie.
- La poursuite de la communication sur la nouvelle identité de la marque NWM (avec notamment une nouvelle campagne publicitaire en fin d'année).
- La réalisation du projet Gaïa

Pour VEGA IM, l'année 2024 aura été marquée par :

- Une collecte brute de bonne tenue avec les réseaux mais qui reste contrariée par les besoins d'épargne bilantielle du groupe
- Un effet marché favorable à l'évolution des encours sous gestion
- Des commissions de surperformance tirées par les stratégies taux de nos fonds
- Divers partenariats avec les Banques Populaires : reprise – par délégation – d'une activité de gestion conseillée, lancement d'un fonds réservé à la clientèle d'une Banque, travaux préparatoires à la reprise prochaine – par délégation – des gestions sous mandat de deux autres établissements
- Le classement de VEGA IM parmi les 50 sociétés de gestion qui comptent (Funds Magazine) pour la troisième année consécutive
- La 1ère place du palmarès « Top 15 des fonds actions France PEA » pour VEGA France Opportunités, établi par Quantalys et Club Patrimoine
- La poursuite du schéma directeur informatique - au soutien de notre développement commercial et d'une meilleure maîtrise des risques - avec pour objectif de finaliser l'intégration dans notre SI des solutions retenues ces deux dernières années
- Une forte pression réglementaire sur les revenus à travers la tarification produits, se traduisant par : la disparition anticipée depuis le 1er janvier des commissions de mouvement prélevées par nos OPC, moyennant une majoration partielle des FFS ; la baisse des frais courants des UC ne respectant pas les critères du benchmark établi par France Assureurs
- La concrétisation des réflexions stratégiques engagées par le Groupe en 2023 autour du projet baptisé GAIA visant à développer l'épargne financière dans les réseaux et impliquant plus particulièrement VEGA IM, NIMI, NWM et NIE.

L'année 2024 pour Teora aura été marquée par :

- Une collecte brute proche de 1,5 Milliard d'€ (1,1 Milliard d'€ dans les réseaux BPCE, en progression de plus de 40% et près de 350 M€ chez Natixis Wealth Management, en progression de 40%)
  - Un taux d'UC à la production de 38%,
  - L'encours global atteint quasiment 10 Milliards d'€ avec un taux d'UC à 48%. Dans les réseaux BPCE, l'encours atteint quasiment 6 Milliards d'€ en progression de plus de 15% et un taux d'UC en légère progression à 39%.
- Un fonctionnement opérationnel de la structure toujours très apprécié des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne. Même si aucune enquête qualité n'a été réalisée cette année, les retours terrains restent très bons, notamment sur le segment Banque Privée.
- Un processus de digitalisation en progrès avec la livraison de travaux complémentaires Salesforce et la mise en œuvre des API assureurs. Le portail Teora est désormais bien implanté et fait l'objet d'une utilisation régulière par la très grande majorité des bénéficiaires. La fonctionnalité rachat, livrée début T2 2024, est bien montée en puissance (plus de 50% des rachats en mode digital à la fin de l'année). Le taux d'utilisation du digital atteint plus de 80% sur les souscriptions et progresse significativement sur les arbitrages près de 60%). Le travail de conception du référentiel tiers de Teora s'est achevé fin 2024 (mise en œuvre prévue fin S1 2025).

- Sur le plan de l'offre, le mouvement de modernisation des contrats se poursuit avec la mise en œuvre partielle du dispositif LIV et l'enrichissement du contenu.
- Sur le plan de l'organisation, les équipes dédiées au traitement des opérations ont été restructurées en deux pôles : l'un dédié à la gestion privée, l'autre à la banque privée. Cette évolution simplifie la relation avec les conseillers privés et banquiers privés des établissements et permet d'asseoir le principe d'un interlocuteur unique par dossier.

### 1.3 - Événements postérieurs à la clôture

Au 1er janvier 2025, plusieurs opérations capitalistiques ont été opérées simultanément :

- Un apport partiel d'actifs a été réalisé par Natixis IM International à Vega IM, portant sur les activités de gestion et développement dédiées aux réseaux du Groupe BPPCE et de gestion de fonds d'épargne salariale de Natixis IM International. Cet apport partiel d'actifs a été rémunéré par une émission de titres de Vega IM au profit de Natixis IM représentant 31.78 % du capital de Vega IM. La participation de Natixis Wealth Management est ainsi ramenée à 68.22 % de cette première opération.
- Une cession par Natixis Wealth Management à Natixis Investments Managers de 19.22% du capital et des droits de vote de Vega IM. La participation de Natixis Wealth Management dans Vega IM a été ainsi ramenée à 49% au terme de cette seconde opération.

Afin de refléter cette opération dans les comptes à fin 2024, les comptes de Vega IM ont été reclassés selon IFRS5, en actifs et passifs destinés à être cédés et le résultat en activité abandonnée.

## Note 2 - Normes comptables applicables et comparabilité

### 2.1 - Cadre réglementaire

Le Groupe Natixis Wealth Management a établi ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

### 2.2 – Référentiel

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2023 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024.

Le Groupe Natixis Wealth Management a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017.

Pour rappel, le Groupe Natixis Wealth Management a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

### Nouvelles normes publiées et non encore applicables

#### Norme IFRS 18

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1er janvier 2027 avec un comparatif au 1er janvier 2026. Une application anticipée est autorisée.

#### Amendement IFRS 9 phase 1

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » (modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7) applicables au 1er janvier 2026 sous réserve d'adoption par la Commission européenne. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et les titrisations.

### 2.3 - Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2024, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1.1) ;
- le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture (note 5.3) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan (note 5.12) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 10) ;
- les impôts différés (note 10.2) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 3.5).
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 11.4)

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés.

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du Groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux.

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. La gouvernance et les engagements pris sur ces risques sont présentés dans le chapitre 2 – Déclaration de performance extra-financière. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le chapitre 6 « Gestion des risques – Risques climatiques ».

- Risques climatiques et environnementaux

Les risques liés au climat et à l'environnement constituent des facteurs de risques susceptibles d'affecter les principaux risques portés par le Groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan, risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation).

Les risques climatiques et environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition :

- les risques physiques résultent des dommages directement causés aux personnes et aux biens par les événements liés aux évolutions du climat et de l'environnement. Ils peuvent être liés à des événements aigus, liés à des conditions extrêmes circonscrites dans le temps et l'espace (tels que les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies, les tempêtes, les situations de stress hydrique ou de pollution de l'air, de l'eau ou des sols), ou à des événements chroniques à caractère plus progressif (comme les modifications du régime des précipitations, la hausse du niveau des mers et des températures moyennes, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles),
- les risques de transition résultent de l'ajustement des acteurs économiques et des parties prenantes à la transition vers une économie bas carbone et plus respectueuse des équilibres environnementaux. Ces ajustements se traduisent notamment par des évolutions réglementaires, technologiques, ou socio-démographiques.

Ces risques sont susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur la situation financière des contreparties et sur les actifs auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement, d'investissement ou d'assurance, ainsi que de ses activités propres. Ces impacts peuvent être directs (dommages aux personnes, destruction totale ou partielle, ou indisponibilité des actifs économiques, baisse des rendements et de la productivité, actifs échoués, coûts de mise en conformité réglementaire, etc.) ou indirects au travers des effets sur l'environnement macro-économique (attractivité relative des zones géographiques et des secteurs d'activité, évolution des politiques monétaires et fiscales, changements sociaux, etc.).

Le Groupe BPCE intègre les risques climatiques et environnementaux dans son dispositif de supervision des risques et développe progressivement des méthodes et des outils d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion de ces risques.

En particulier, le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas sécheresse (impactant différents secteurs économiques comme l'agriculture et la construction) et inondation (sur le portefeuille immobilier). Le risque de transition est également intégré de manière implicite dans ces travaux : les modèles de notation internes des contreparties prennent déjà en compte les évolutions possibles de l'environnement économique dans un horizon de temps court (1 à 3 ans) et couvrent donc des possibles impacts de la transition climatique à court terme. Des travaux ont été réalisés afin d'intégrer ce risque sur les portefeuilles immobiliers des particuliers dans la quantification du capital économique de l'ICAAP 2025 spécifiquement en lien avec une évolution défavorable de la réglementation DPE, puis complété par un add-on sur les portefeuilles ne disposant pas, à ce stade, d'un modèle d'évaluation économique spécifique.

Par ailleurs, certains établissements du Groupe BPCE comptabilisent des dépréciations au titre des effets des risques physiques et de transition sur le risque de crédit. Ces dépréciations ont été définies par les établissements selon les spécificités propres à leur portefeuille d'expositions crédit, du point de vue géographique et sectoriel, lorsque le risque a été localement évalué comme matériel. Des réflexions sont également engagées à l'échelle du Groupe BPCE pour harmoniser la prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans la politique de provisionnement.

La prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans les états financiers du Groupe BPCE bénéficiera de l'amélioration progressive du dispositif de supervision des risques ESG. En particulier, des travaux sont en cours en vue de déployer une notation des risques ESG au niveau client et une évaluation à l'actif des risques physiques sur le portefeuille immobilier résidentiel en France, ainsi que de développer et formaliser les scénarios et les méthodologies de test de résistance à utiliser sur les risques physiques et de transition.

A ce stade NWM a identifié le risque de performance énergétique pour les prêts immobiliers au travers de la collecte des DPE comme étant un élément de risque suivi régulièrement.

## 2.4 - Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la Recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2024 des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe Natixis Wealth Management. Les états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 24 mars 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 15 mai 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

## 2.5 - Principes Comptables généraux et méthodes d'évaluation

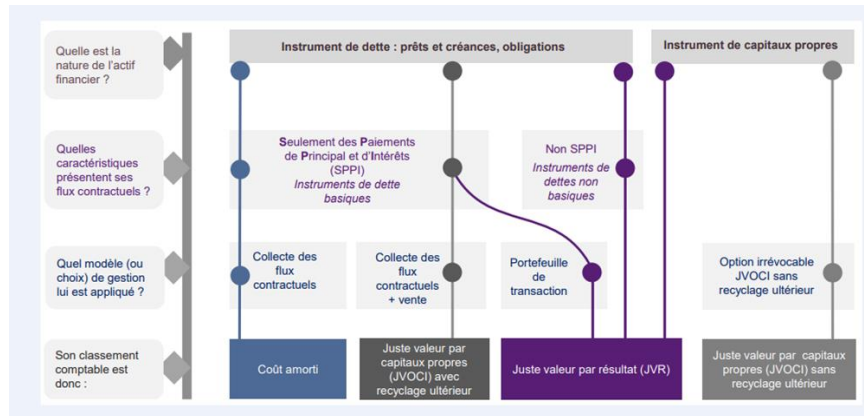
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

### 2.5.1 Classement et évaluation des actifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au groupe Natixis Wealth Management.

## Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou business model).



## Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
  - o les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
  - o les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
  - o les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).
- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire.

## Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
  - Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.
  - les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
- Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garanti, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

### Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels,
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers,
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Les financements au travers d'émissions de produits financiers verts ou de placements dans de tels produits sont comptabilisés en coût amorti sauf s'ils sont détenus dans le cadre d'une activité de cession à court terme.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

### Passifs financiers

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (trading liabilities) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- Les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- Le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (i.e. le spread émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- Le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Pour le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

### 2.5.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont

comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

### Note 3 - Principes d'élaboration des comptes consolidés de NATIXIS WEALTH MANAGEMENT

#### 3.1 – Groupe consolidé

Conséquence de la structure du groupe telle que décrite dans la note 1, le groupe Natixis Wealth Management est constitué :

- de Natixis Wealth Management
- de Véga Investment Managers
- de 1818 Immobilier
- de TEORA
- de Massena Partners

Le périmètre de consolidation a évolué sur l'exercice 2024 et est présenté dans le tableau ci-dessous :

Filiales intégrées	Siège social	SIREN	Méthode de consolidation au 31 décembre 2024	31.12.2024		31.12.2023	
				% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Natixis Wealth Management	115 rue Montmartre-75002 Paris	306063355	Consolidante	100%	100%	100%	100%
Vega Investment Managers	115 rue Montmartre-75002 Paris	353690514	Globale	100%	100%	100%	100%
1818 Immobilier	115 rue Montmartre-75002 Paris	483346276	Globale	100%	100%	100%	100%
TEORA	115 rue Montmartre-75002 Paris	833643901	Globale	100%	100%	100%	100%
Massena Partners	51, avenue John F Kennedy L-1855 Luxembourg	B195248	Globale	95,49%	95,49%	81,78%	81,78%

La méthode de valorisation retenue pour Teora est la méthode des DCF (Discounted Cash Flow) à partir d'un business plan 2025-2029.

Le taux de croissance à l'infini retenu est de 2%, et le taux d'actualisation de 10.86 %.

Pour Vega Investment Managers, la méthode utilisée est celle du Discounted Dividend Model.

#### 3.2 – Périmètre de consolidation – Méthodes de consolidation et de valorisation

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

##### 3.2.1 Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le Groupe Natixis Wealth Management sont consolidées par intégration globale.

##### Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

##### Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

##### Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.



Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres. Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

### 3.2.2 Participation dans des entreprises associées et des coentreprises

#### Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage du contrôle entre un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, aucun actionnaire n'étant susceptible d'imposer seules décisions aux autres, et l'existence d'un accord contractuel prévoyant les modalités d'exercice du contrôle conjoint, à savoir l'accord unanime des parties participant au contrôle des activités pertinentes.

#### Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

#### Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.2.3 Participation dans des activités conjointes

#### Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

#### Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

### 3.3 - Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

#### 3.3.1 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

#### 3.3.2 Regroupements d'entreprise

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
  - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
  - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;

- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
  - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
  - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

Pour rappel :

L'impact de la comptabilisation en valeur comptable historique des regroupements entre entreprises sous contrôle commun se détaille de la manière suivante (écart entre coût d'acquisition et coût historique annulé par les capitaux propres) :

	M€
Apport partiel d'actif CFF	2,20
Apport partiel d'actif CFB	1,60
Apport partiel d'actif IPCM	29,30
Apport partiel d'actif BSP	13,00
<b>Total 2005</b>	<b>46,10</b>
<b>Acquisition fonds de commerce :</b>	
Ecureuil Gestion (Ixis AM) chez Compagnie 1818 - Banquiers Privés	0,70
Ecureuil Gestion (Ixis AM) chez Compagnie 1818 Gestion	0,70
<b>Total 2006</b>	<b>1,40</b>
Natixis Multimanager chez 1818 Gestion	5,27
<b>Total 2012</b>	<b>5,27</b>

### 3.3.3 Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

### 3.4 – Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

### 3.5 – Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2024

La principale évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2024 est la suivante :

- Acquisition de 13 981 actions complémentaires de Massena Partners, portant ainsi le pourcentage de détention de 81.78 % à 95.49 % du capital, pour une valeur totale de 73 770 K€.

**3.6 – Ecart d'acquisition**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Valeur brute à l'ouverture</b>	<b>57 245</b>	<b>12 829</b>
Acquisitions		44 416
Cessions		
Ecart de conversion		
Autres variations	-13 405	
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>43 840</b>	<b>57 245</b>
Cumul des pertes de valeur à la clôture	-635	-635
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>43 205</b>	<b>56 610</b>

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Valeur nette comptable</b>	
	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Véga Investment Managers - PB Finance	-	359
Véga Investment Managers - Natixis Multi manager	-	11 835
Natixis Wealth Management – Massena Partners	43 205	44 416
<b>Total des écarts d'acquisition</b>	<b>43 205</b>	<b>56 610</b>

Quant à Massena Partners, suite au rachat de parts complémentaires, une valorisation de la société a été réalisée par un cabinet externe fin 2024 (hypothèses et sensibilité détaillées dans les rapports de ce dernier).

Concernant cette dernière, et conformément à IFRS3, le montant du goodwill comptabilisé au 31 décembre 2023 a fait l'objet d'une actualisation suite à la réalisation d'un PPA. Le goodwill définitif enregistré à fin 2024 est ainsi de 43 201 K€, soit un ajustement de 1 211 K€ sur l'exercice.

Principe et hypothèses du test d'impairment Massena Partners :

Le Goodwill de Massena Partners a fait l'objet d'un test de dépréciation fondé sur la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle il est attaché. La détermination de cette valeur d'utilité a notamment reposé sur l'actualisation des flux futurs (méthode DCF) tels qu'ils résultent du plan moyen terme établi par le management en 2024.

Hypothèses utilisées (méthode DCF) :

- Plan moyen-terme : 2024-2030
- Taux de croissance à l'infini : 2,2 %
- Taux d'actualisation : 12 % (segment gestion de fortune) – 10,5 % (segment courtage en assurance vie)

Cependant, afin de valider la cohérence de la méthode, la valeur d'utilité ainsi déterminée a été ajustée avec la méthode des comparables boursiers.

**Tests de sensibilité :**

Les tests de sensibilité ne modifient pas significativement les résultats du test d'impairment initial.

Une baisse de 0.1 point du taux de croissance à l'infini, impacte de moins de 1 % la valeur initiale via DCF.

A noter : le test d'impairment a été basé sur les travaux de valorisation réalisés par un cabinet externe dans le cadre du rachat de parts complémentaires de Massena Partners.

Au 31 décembre 2024, aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée.

**Note 4 – Notes relatives au compte de résultat**

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts
- les commissions
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti
- les produits et charges des autres activités

**4.1 – Intérêts, produits et charges assimilés****Principes comptables :**

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,

- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2024			31.12.2023		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	34 229	-66 521	-32 292	38 580	-53 191	-14 611
Prêts ou créances sur la clientèle	98 642	-34 242	64 400	76 326	-25 450	50 876
Titres de dettes		-388	-388		-296	-296
<b>Total actifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)</b>	<b>132 871</b>	<b>-101 151</b>	<b>31 720</b>	<b>114 906</b>	<b>-78 937</b>	<b>35 969</b>
<b>Opérations de location-financement</b>						
Titres de dettes						
Autres						
<b>Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>						
<b>Actifs financiers non basiques qui ne sont pas détenus à des fins de transaction</b>						
Passifs locatifs		-177	-177		-355	-355
<b>Total passifs financiers au coût amorti</b>		<b>-177</b>	<b>-177</b>		<b>-355</b>	<b>-355</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>1 310</b>		<b>1 310</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture économique</b>						
<b>Autres produits et charges d'intérêt</b>						
<b>Total des produits et charges d'intérêt</b>	<b>134 182</b>	<b>-101 328</b>	<b>32 853</b>	<b>114 907</b>	<b>-79 292</b>	<b>35 614</b>

#### 4.2 – Produits et charges de commissions

##### Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, (cf note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe.

Il en ressort que les commissions sont donc enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

##### Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

(en milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	16 884	-147	16 737	13 378	-13	13 365
Opérations sur titres	7 738	-	7 738	18 920	-3 036	15 884
Opérations sur moyens de paiement	154	-63	91	153	-64	89
Prestations de services financiers	51 491	-47 238	4 253	142 517	-83 308	59 209
Opération de fiducie	-	-	-	-	-	-
Commiss sur engagements de financ., de garantie, de titres, d'instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Autres	55 054	-235	54 819	48 151	-27	48 124
<b>Total des commissions nettes</b>	<b>131 321</b>	<b>-47 683</b>	<b>83 638</b>	<b>223 119</b>	<b>-86 448</b>	<b>136 671</b>

Les autres commissions comprennent principalement des commissions de vente de produits d'assurance-vie (43 375 K€), up-front sur EMTN et SCPI (8 103 K€) et des commissions sur Private Equity (3 031 K€).

#### 4.3 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

##### Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	4 683	5 303
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option		
Résultats sur opérations de couverture	-19	
Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	-19	
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)		
Variation de la couverture de juste valeur		
Variation de l'élément couvert		
Résultats sur opérations de change	19	40
<b>Total des gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>4 683</b>	<b>5 343</b>

#### 4.4 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

##### Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Le groupe Natixis Wealth Management ne dispose d'aucun instrument financier classé en juste valeur par capitaux propres selon IFRS 9.

#### 4.5 – Gains ou pertes sur instruments financiers au coût amorti

##### Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti d'actifs financiers (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

Le groupe Natixis Wealth Management n'a pas opéré de décomptabilisation d'instrument financier classé en coût amorti.

#### 4.6 - Produits et charges des autres activités

##### Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(en milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Produits et charges sur activités immobilières</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Produits et charges sur opérations de location</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	-	-	-	-	-	-
Quote part réalisée sur opérations faites en commun	-	-	-	-	-	-
Charges refacturées, produits rétrocédés	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges divers d'exploitation	141	-2 175	-2 034	197	-2 089	-1 892
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-
<b>Autres produits et charges</b>	<b>141</b>	<b>-2 175</b>	<b>-2 034</b>	<b>197</b>	<b>-2 089</b>	<b>-1 892</b>
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>-2 175</b>	<b>-2 034</b>	<b>197</b>	<b>-2 089</b>	<b>-1 892</b>

#### 4.7 – Charges générales d'exploitation

##### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

##### Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 694 milliers d'euros. Aucune cotisation (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) n'a été appelée au titre de 2024. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 0.6 millions d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par le groupe Natixis Wealth Management est nul en 2024 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à €ster -20bp depuis le 1er mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 925 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2024. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
<b>Charges de personnel</b>	<b>-74 020</b>	<b>-85 841</b>
Impôts et taxes	-1 081	-2 260
Services extérieurs	-32 955	-58 249
Autres	-1 424	-1 632
<b>Total Autres frais administratifs</b>	<b>-35 460</b>	<b>-62 141</b>
<b>Total charges générales d'exploitation</b>	<b>-109 480</b>	<b>-147 982</b>

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

#### 4.8 – Gains ou pertes sur autres actifs

##### Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

(en milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	190	7
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	-	-
Autres	-	2
<b>Total gains ou pertes sur autres actifs et MEE</b>	<b>190</b>	<b>9</b>

#### Note 5 – Notes relatives au bilan

##### 5.1 – Caisses, banques centrales

##### Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2024	31.12.2023
Caisse	166	153
Banques centrales		
<b>Total Caisse, Banques centrales</b>	<b>166</b>	<b>153</b>

5.2 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.  
Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.  
Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.  
Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.  
En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.  
Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.  
L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2024				31.12.2023			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat			Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	9 389	-	9 389	-	8 242	-	8 242
<b>Titres de dettes</b>	<b>-</b>	<b>9 389</b>	<b>-</b>	<b>9 389</b>	<b>-</b>	<b>8 242</b>	<b>-</b>	<b>8 242</b>
Prêts aux établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de pension	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dérivés de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie versés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>-</b>	<b>9 389</b>	<b>-</b>	<b>9 389</b>	<b>-</b>	<b>8 242</b>	<b>-</b>	<b>8 242</b>

Les autres actifs financiers correspondent aux actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction, dont les parts d'OPCVM et les bons de capitalisation présentés au sein des autres titres de dettes. La variation sur 2024 de ce poste s'explique par la souscription de Natixis Wealth Management dans un fonds de Private Equity pour 1 000 K€.

5.2.1 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.  
Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.  
Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la

juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1er janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

#### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

##### ***Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable***

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

##### ***Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance***

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

##### ***Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés***

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

Le groupe Natixis Wealth Management ne détient pas de passifs financiers à la juste valeur par résultat à fin 2024.

### **5.2.3 Instruments dérivés de transaction**

#### **Principes comptables**

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

Le groupe Natixis Wealth Management ne détient pas d'instruments dérivés de transaction à fin 2024.

### **5.3 – Instruments dérivés de couverture**

#### **Principes comptables**

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.



Le Groupe Natixis Wealth Management a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

### COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

### COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

### Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêt, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

### COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET LIBELLÉ EN DEVISES

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- la couverture de passif à taux variable
- la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette
- la macro couverture d'actifs à taux variable

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- L'inefficacité « bi-courbe » : la valorisation des dérivés collatéralisés est basée sur une courbe d'actualisation différente de celle de l'évaluation de la composante couverte
- La surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro couverture (montants des notionnels de dérivés de couvertures supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévu)

- Des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

en milliers d'euros	31.12.2024			31.12.2023		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Couverture de flux de trésorerie	325 000	83	7 048			
Dérivés de crédit						
Couverture d'investissements nets en devises						
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVES DE COUVERTURE</b>	<b>325 000</b>	<b>83</b>	<b>7 048</b>			

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

#### Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2024

en milliers d'euros	inf à 1 an	de 1 an à 5 ans	de 6 à 10 ans	sup à 10 ans
<b>Couverture de taux d'intérêts</b>		<b>180 000</b>	<b>145 000</b>	
Instruments de couverture de flux de trésorerie		180 000	145 000	
Instruments de couverture de juste valeur				
<b>Total</b>		<b>180 000</b>	<b>145 000</b>	

#### 5.4 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

##### Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

- Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 9.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

- Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 9.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Le groupe Natixis Wealth Management ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres à fin 2024.

#### Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

##### Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations
- des actions et autres titres de capitaux propres

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction.

Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI).

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

Le groupe Natixis Wealth Management ne possède pas ce type d'instruments à fin 2024.

#### 5.5 – Actifs au coût amorti

##### Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée de produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

#### Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

Sous IFRS 9, le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste semblable à celui qui prévalait sous IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêts selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, viennent modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière des dites entreprises. Elles ne sont donc pas considérées comme forborne.

#### Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers tel que les commissions aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

#### Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

### **5.5.1 Titres au coût amorti**

Le groupe Natixis Wealth Management ne possède pas de titres au coût amorti.

### **5.5.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Comptes ordinaires débiteurs	134 805	57 871
Opérations de pension		
Comptes et prêts	918 141	1 453 961
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit		
Dépôts de garantie versés		
Dépréciations pour pertes de crédit attendues		
<b>Total</b>	<b>1 052 946</b>	<b>1 511 832</b>

La juste valeur des prêts et créances sur établissements de crédit est présentée en note 9.

### **5.5.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Comptes ordinaires débiteurs	286 565	341 865
Autres concours à la clientèle		
-Crédits de trésorerie	1 419 958	1 371 483
-Crédits au logement	987 427	953 958
-Autres crédits	41 582	61 985
Autres prêts ou créances sur la clientèle	88	136
Prêts et créances bruts sur la clientèle	2 735 620	2 729 427
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	<b>-14 712</b>	<b>-13 755</b>
<b>Total</b>	<b>2 720 908</b>	<b>2 715 672</b>

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

## 5.6 – Comptes de régularisation et actifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Charges constatées d'avance	2 271	1 348
Produits à recevoir	21 815	39 396
Actifs distincts - IFC - IAS 19R	-	-
Autres comptes de régularisation	3 581	2 426
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>27 667</b>	<b>43 170</b>
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Débiteurs divers	20 354	8 542
<b>Actifs divers</b>	<b>20 354</b>	<b>8 542</b>
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>48 021</b>	<b>51 712</b>

Les produits à recevoir sont majoritairement constitués par les provisions relatives aux commissions sur encours OPCVM et assurance vie.  
Les autres comptes de régularisation correspondent principalement à des mouvements de passage sur virements dénoués début janvier 2024.  
Les débiteurs divers sont quant à eux principalement composés des créances relatives aux commissions (1 674 K€) et aux frais d'exploitation (2 871 K€).

## 5.7 – Immobilisations

### Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Immobilisations incorporelles » pour leur coût direct de développement dès lors que les critères de reconnaissance d'un actif tels qu'édités par la norme IAS 38 sont satisfaits.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- constructions : 20 à 50 ans ;
- aménagements : 5 à 20 ans ;
- mobiliers et matériels spécialisés : 4 à 10 ans ;
- matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- logiciels acquis : maximum 5 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat. Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2024			31.12.2023		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 668</b>	<b>-1 458</b>	<b>210</b>	<b>1 266</b>	<b>-840</b>	<b>426</b>
Biens immobiliers						
Biens mobiliers	1 668	-1 458	210	1 266	-840	426
<b>Immobilisations corporelles données en location simple</b>						
Biens mobiliers						
<b>Droits d'utilisation au titre de contrats de location</b>	<b>15 567</b>	<b>-9 401</b>	<b>6 166</b>	<b>18 175</b>	<b>-6 106</b>	<b>12 069</b>
Biens immobiliers	15 567	-9 401	6 166	18 175	-6 106	12 069

dont contractés sur la période						
Biens mobiliers						
dont contractés sur la période						
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>17 235</b>	<b>-10 859</b>	<b>6 376</b>	<b>19 441</b>	<b>-6 946</b>	<b>12 495</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>88 183</b>	<b>-43 839</b>	<b>44 344</b>	<b>63 454</b>	<b>-40 073</b>	<b>23 381</b>
Droit au bail	1 304	-457	847	1 304	-457	847
Logiciels	40 434	-37 601	2 833	38 188	-36 960	1 228
Autres immobilisations incorporelles	46 445	-5 781	40 664	23 962	-2 656	21 306
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>88 183</b>	<b>-43 839</b>	<b>44 344</b>	<b>63 454</b>	<b>-40 073</b>	<b>23 381</b>

Les droits d'utilisation au titre des contrats de locations s'amortissent (impacts présentés en note 11.4).

## 5.8 – Dettes représentées par un titre

### Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE. Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

Le groupe Natixis Wealth Management n'a pas de dettes représentées par un titre.

## 5.9 – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

### 5.9.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Comptes à vue		12 000
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>		<b>12 000</b>
Emprunts et comptes à terme	1 857 491	2 285 384
Dettes rattachées	21 480	24 392
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>1 878 971</b>	<b>2 309 776</b>
Dépôts de garantie reçus		
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>1 878 971</b>	<b>2 321 776</b>

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 9.

### 5.9.2 Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>1 252 669</b>	<b>1 309 876</b>
Autres comptes d'épargne à régime spécial	380 308	313 394
Dettes rattachées		
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>380 308</b>	<b>313 394</b>
<b>Autres comptes de la clientèle</b>		
<b>Opérations de pension</b>		
Autres dettes envers la clientèle	7 743	377
Dépôts de garantie reçus		
<b>Total des dettes envers la clientèle</b>	<b>1 640 720</b>	<b>1 623 647</b>

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 9.

## 5.10 – Comptes de régularisation et passifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Comptes d'encaissement	-	-
Produits constatés d'avance	5 044	5 439
Charges à payer	53 061	79 973
Compte d'ajustement	-	-
Autres comptes de régularisation créditeurs	2 979	3 935
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>61 084</b>	<b>89 347</b>
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Créditeurs divers	31 323	49 142
Passifs locatifs	6 381	12 330
<b>Passifs divers</b>	<b>37 704</b>	<b>61 472</b>
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>98 788</b>	<b>150 819</b>

Les charges à payer sont composées à la fois par les provisions pour frais généraux (30 M€) et frais de personnel (23 M€).

Les créiteurs divers sont principalement constitués des dettes fiscales et sociales pour 12 M€, des dettes fournisseurs sur encours pour 3 M€ et des dettes fournisseurs sur frais d'exploitation pour 14 M€.

### 5.11 – Provisions

#### Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-après, à l'exception des provisions pour pertes de crédit attendues sur les engagements de financement et de garantie qui sont détaillées à la note 7.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2023</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Utilisations</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Engagements sociaux</b>	<b>9 149</b>	<b>523</b>	<b>-86</b>	-	<b>-2 427</b>	<b>7 159</b>
<b>Autres provisions</b>	<b>1 072</b>	<b>158</b>	<b>-19</b>	-	<b>-960</b>	<b>251</b>
Activités d'épargne-logement	-	-	-	-	-	-
Restructuration	-	-	-	-	-	-
Litiges personnel	510	46	-	-	-461	95
Litiges clients	499	-	-	-	-499	-
Engagements de prêts et garanties	63	112	-19	-	-	156
Autres provisions d'exploitation	-	-	-	-	-	-
<b>Total des provisions</b>	<b>10 221</b>	<b>681</b>	<b>-1 892-105</b>	-	<b>-3 387</b>	<b>7 410</b>

Les autres mouvements correspondent aux flux liés à l'entité Vega Investment Managers présentée selon IFRS5 en passifs destinés à être cédés.

### 5.12 – Dettes subordonnées

#### Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supers ubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Les dettes subordonnées à durée indéterminée se détaillent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	9 909	9 909
Actions de préférence	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Dettes rattachées	182	199
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>10 091</b>	<b>10 108</b>

<b>Date d'émission</b> <i>en milliers d'euros</i>	<b>Taux</b>	<b>Montant au</b> <b>31.12.2024</b>
Emission en euros de 10 M€ avec la BPCE le 01/06/1994	EURIBOR + 0.2	10 091
		<b>10 091</b>

### 5.13 – Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

#### Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1er janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;

- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;

- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

Au 31 décembre 2024, le capital se compose de 2 201 401 actions ordinaires, d'un nominal de 75.46€ chacune.

#### 5.14 – Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en milliers d'euros	31.12.2024			31.12.2023		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-14	3	-11	-231	60	-171
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>-14</b>	<b>3</b>	<b>-11</b>	<b>-231</b>	<b>60</b>	<b>-171</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-6 946</b>	<b>1 794</b>	<b>-5 152</b>			
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>-6 946</b>	<b>1 794</b>	<b>-5 152</b>	<b>-231</b>	<b>60</b>	<b>-171</b>
<i>Part du groupe</i>	<i>-6 960</i>	<i>1 797</i>	<i>-5 163</i>	<i>-231</i>	<i>60</i>	<i>-171</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>-6 960</i>	<i>1 797</i>	<i>-5 163</i>			

La variation de ce poste provient de l'activité de macrocouverture de flux de trésorerie mise en place sur 2024.

#### 5.15 – Compensation d'actifs et de passifs financiers

##### Principes comptables

Les actifs et passifs financiers compensés au bilan l'ont été au regard des critères de la norme IAS 32. Selon cette norme, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si :

- le groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le groupe Natixis Wealth Management n'a pas opéré de compensation d'actifs ni de passifs financiers.

#### Note 6 – Notes relatives aux engagements

##### Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

#### 6.1 – Engagements de financement

en milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
<b>Engagements de financement donnés en faveur :</b>		
des établissements de crédit		
de la clientèle	232 410	195 047
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>232 410</b>	<b>195 047</b>
<b>Engagements de financement reçus :</b>		
d'établissements de crédit		
de la clientèle		
<b>Total des engagements de financement reçus</b>		

#### 6.2 – Engagements de garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Engagements de garantie donnés :</b>		
d'ordre des établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	49 912	26 198
autres engagements donnés	30 016	14 874
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>79 928</b>	<b>41 072</b>
<b>Engagements de garantie reçus :</b>		
d'établissements de crédit	-	-
de la clientèle	2 959 402	2 894 682
autres engagements reçus	30 016	14 874
<b>Total des Engagements de garantie reçus</b>	<b>2 989 418</b>	<b>2 909 556</b>

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

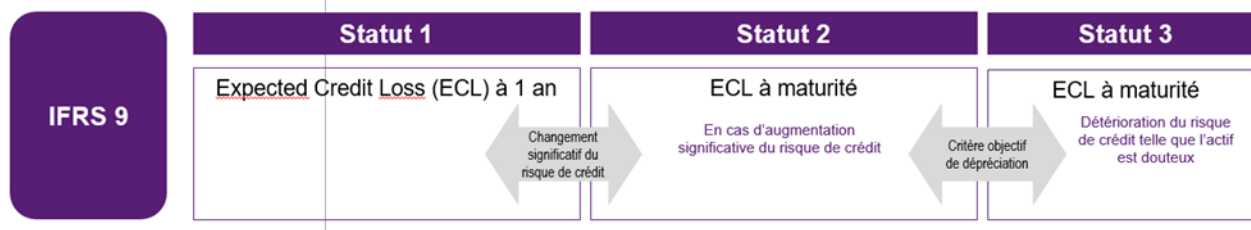
La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises est limitée à l'encours des engagements donnés aux clients à l'actif et en hors-bilan.

### Note 7 – Exposition aux risques

Les expositions aux risques abordés ci-après sont représentées par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité. L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

#### 7.1 – Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

#### 7.1.1 Coût du risque de crédit

##### Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de la période :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-1 358	7 236
Récupérations sur créances amorties	83	-
Créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-	-3 353
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-6	-
<b>Total coût du risque</b>	<b>-1 281</b>	<b>3 883</b>

Coût du risque de la période par nature d'actifs et par statut :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-1 152	3 631
dont prêts et créances	-1 152	3 631
dont titres de dette	-	-
Autres actifs	-34	17
Engagements de financement et de garantie	-95	235



<b>Total coût du risque de crédit</b>	<b>-1 281</b>	<b>3 883</b>
<i>dont statut 1</i>	<i>-680</i>	<i>-166</i>
<i>dont statut 2</i>	<i>1 156</i>	<i>-516</i>
<i>dont statut 3</i>	<i>-1 757</i>	<i>4 565</i>

### 7.1.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

#### Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historique de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1)

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2)

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3)

- Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont désormais identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- les actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (Purchased or Originated Credit Impaired ou POCI), relèvent aussi du statut 3. Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

#### Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous.

#### Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours sur la contrepartie considérée) est possible notamment au regard du critère qualitatif Watchlist.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dégradation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se basant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

#### Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat et de son taux d'intérêt effectif ;
- Taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;
- Probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

Pour définir ces paramètres, Natixis Wealth Management s'est appuyé sur des statistiques historiques des trois dernières années et a déterminé des taux de probabilité de défaut par segmentation (personnes physiques et personnes morales). Le nombre de défauts en statut 2 étant très faible, les probabilités de défaut retenues sont appliquées à l'ensemble des portefeuilles en statut 1 et 2.

S'agissant des Loss Given Default, Natixis Wealth Management a développé son propre modèle, en s'appuyant sur des statistiques historiques des six dernières années et a déterminé un taux de pertes en cas de défaut par segmentation (personnes physiques et personnes morales).

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. Le modèle, après revue par la cellule indépendante de validation interne, a été modifié courant 2024. Un plan d'action courant sur 2025 et 2026 doit permettre d'améliorer le modèle, avec notamment la mise en place de scénarios forward looking et la définition de taux de PD par bucket.

#### Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

- la survenance d'un arriéré depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolu (de 100€ pour une exposition retail sinon 500€) et relatif de 1% des expositions de la contrepartie ;

- ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1% de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;

- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, Natixis Wealth Management n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles. Le risque est apprécié créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI).

Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

#### 7.1.2.1 Variation des valeurs brutes comptables et des dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers

en milliers d'euros		Solde au 31/12/2023	Nouveaux contrats originés ou acquis	Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	Réduction de valeur (passage en pertes)	Transferts			Solde au 31/12/2023
								Transferts vers S1	Transferts vers S2	Transferts vers S3	
Actifs financiers au coût amorti											
Prêts et créances aux établissements de crédit											
Exposition brute	Statut 1	1 511 832	420 734		89 127	-968 747					1 052 946
	Statut 2										
	Statut 3										
		Total Exposition brute	1 511 832	420 734		89 127	-968 747				1 052 946
Dépréciation pour pertes de crédit attendues	Statut 1										
	Statut 2										
		Statut 3									
	Total Dépréciations pour pertes de crédit attendues										
Prêts et créances à la clientèle											
Exposition brute	Statut 1	2 638 984	590 255		-753	-550 713			-31 284	-4 154	2 642 335
	Statut 2	47 508	13 580		197	-31 038		28 906		-4 491	54 662

<i>Dépréciation pour pertes de crédit attendues</i>	<i>dont POCI (statut 2)</i>									
	Statut 3	42 934	7 560		-18 455		3 401	3 183		38 623
	<i>dont POCI (statut 3)</i>	1 404			-464					940
	<b>Total Exposition brute</b>	<b>2 729 426</b>	<b>611 395</b>		<b>-19 011</b>	<b>-581 751</b>	<b>32 307</b>	<b>-28 101</b>	<b>-8 645</b>	<b>2 735 620</b>
	Statut 1	-1 141	-448		-301	169		9	2	-1 710
	Statut 2	-1 179	-25		384	194	389		197	-40
	<i>dont POCI (statut 2)</i>									
	Statut 3	-11 434	-3 783		4 184		-1 915	-14		-12 962
	<i>dont POCI (statut 3)</i>	-644			3					-641
	<b>Total Dépréciations pour pertes de crédit attendues</b>	<b>-13 754</b>	<b>-4 267</b>		<b>12 146</b>	<b>363</b>	<b>-1 526</b>	<b>-5</b>	<b>199</b>	<b>-14 712</b>

### 7.1.2.2 Variation des valeurs brutes comptables et des provisions pour pertes des engagements

en milliers d'euros		Solde au 31/12/2023	Nouveaux engagements originés ou acquis	Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	Engagements intégralement transférés, appelés ou arrivés à maturité au cours de la période	Transferts			Solde au 31/12/2024	
						Transferts vers S1	Transferts vers S2	Transferts vers S3		
Engagements de financement donnés <i>Exposition brute</i>	Statut 1	194 582	94 870	-28 378	-29 141		360		232 293	
	Statut 2	465	100	-84		-364		-8	109	
	Statut 3						8		8	
	Total Exposition brute	195 047	94 970	-28 462	-29 141	-364	368	-8	232 410	
	Provision pour pertes de crédit attendues	Statut 1	-39	-72	-45	5				-151
		Statut 2	-18	-1	4		14			-1
		Statut 3								
	Total Provision pour pertes de crédit attendues	-57	-73	-41	5	14			-152	
	Engagements de garantie donnés <i>Exposition brute</i>	Statut 1	26 198	33 106	-1 419	-7 973			-87	49 825
		Statut 2								
Statut 3						87			87	
Total Exposition brute		2 6198	33 106	-1 419	-7 973	87		-87	49 912	
Provision pour pertes de crédit attendues		Statut 1	-6	-2	3	1				-4
		Statut 2								
		Statut 3								
Total Provision pour pertes de crédit attendues		-6	-2	3	1				-4	

### 7.1.3 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

La qualité des actifs financiers sains et en défaut, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.1.4 Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du groupe Natixis Wealth Management au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

<i>En milliers d'euros</i>	Exposition maximale au risque (2)	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation (3)	Garanties
<b>Classe d'instruments financiers dépréciés<sup>(1)</sup></b>				
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti				
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	38 623	-12 962	25 661	21 886
Engagements de financement				
Engagements de garantie	87	0	87	87
<b>Total</b>	<b>38 710</b>	<b>-11 436</b>	<b>25 748</b>	<b>21 973</b>

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination/acquisition (POCI)  
 (2) Valeur brute comptable  
 (3) Valeur comptable au bilan

### 7.1.5 Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS9

<i>En milliers d'euros</i>	Exposition maximale au risque (1)	Garanties
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		
Titres de dettes	9 389	
Prêts		
Dérivés de transaction		
<b>Total</b>	<b>9 389</b>	
(1) Valeur comptable au bilan		

Les titres de dettes correspondent principalement aux bons de capitalisation chez Natixis Wealth Management.

### 7.1.6 Mécanisme de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

En 2024, le groupe Natixis Wealth Management n'a pas acquis de nouveaux actifs par prise de possession de garantie.

### 7.1.7 Encours restructurés

#### Principes comptables

Les contrats modifiés sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation en l'absence du caractère substantiel des modifications apportées.

Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » en cas de modification.

La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Réaménagements en présence de difficultés financières :

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	16 391		16 391	18 131		18 131
Encours restructurés sains	493		493	2 502		2 502
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>16 884</b>		<b>16 884</b>	<b>20 633</b>		<b>20 633</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-1 154</b>		<b>-1 154</b>	<b>-1 480</b>		<b>-1 480</b>
<b>Garanties reçues</b>	<b>15 730</b>		<b>15 730</b>	<b>19 150</b>		<b>19 150</b>

Analyse des encours bruts :

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	13 884		13 884	15 356		15 356
Réaménagement : refinancement	3 000		3 000	5 277		5 277
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>16 884</b>		<b>16 884</b>	<b>20 633</b>		<b>20 633</b>

Zone géographique de la contrepartie :

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	16 143		16 143	19 577		19 577
Autres pays	741		741	1 056		1 056
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>16 884</b>		<b>16 884</b>	<b>20 633</b>		<b>20 633</b>

## 7.1.8 Répartition par tranche de risque des instruments financiers soumis au calcul de pertes de crédit attendues selon IFRS9

en milliers d'euro	Valeur brute comptable ou montant nominal								Dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues								Net
	Fourchette de PD								Fourchette de PD								
	0,00 à <0,15	0,15 à <0,25	0,25 à <0,50	0,50 à <0,75	0,75 à <2,50	2,50 à < 10,00	10,00 à <100,00	100,00 (défaut)	0,00 à <0,15	0,15 à <0,25	0,25 à <0,50	0,50 à <0,75	0,75 à <2,50	2,50 à < 10,00	10,00 à <100,00	100,00 (défaut)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti Statut 1 Statut 2 Statut 3  Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti Statut 1 Statut 2 Statut 3  Engagements de financement donnés Statut 1 Statut 2 Statut 3  Engagements de garantie donnés Statut 1 Statut 2 Statut 3  <b>Total au 31 décembre 2024</b>	0	0,15	0,25	0,5	0,75	2,5	10		0	0,15	0,25	0,5	0,75	2,5	10		
	0,15	0,25	0,5	0,75	2,5	10	100		0,15	0,25	0,5	0,75	2,5	10	100		
	1 052 946																1 052 946

## 7.1.9 Actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale (POCI)

En milliers d'euros	Montant total non actualisé des pertes de crédit attendues en date de comptabilisation initiale des contrats POCI originés ou acquis durant la période
<b>Classes d'actifs financiers</b>	
Titres de dettes au coût amorti	
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	<b>940</b>
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	
Prêts et créances aux établissements de crédit - Juste valeur par capitaux propres recyclables	
Prêts et créances à la clientèle - Juste valeur par capitaux propres recyclables	
<b>Total</b>	<b>940</b>

## 7.2 – Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

## 7.3 – Risque de taux d'intérêt global et risque de change

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport de gestion – Risque de liquidité, de taux et de change.

#### 7.4 – Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

<i>en milliers d'euros</i>	Moins d'1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminée	Total au 31/12/2024
Caisse, banques centrales	166	-	-	-	-	-	166
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	10 016	10 016
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	136	136
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	20	63	-	83
Titres au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	430 175	15 181	73 271	499 154	35 165	-	1 052 946
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	329 017	58 643	301 037	1 192 868	813 724	25 619	2 720 908
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers par échéance</b>	<b>759 358</b>	<b>73 824</b>	<b>374 308</b>	<b>1 692 042</b>	<b>848 952</b>	<b>35 771</b>	<b>3 784 255</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	3 182	3 866	-	7 048
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	45 359	66 392	519 624	1 114 539	133 057	-	1 878 971
Dettes envers la clientèle	1 055 857	4 065	153 559	46 930	380 309	-	1 640 720
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	10 091	10 091
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passifs financiers par échéance</b>	<b>1 101 216</b>	<b>70 457</b>	<b>673 183</b>	<b>1 164 651</b>	<b>517 232</b>	<b>10 091</b>	<b>3 536 830</b>
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	150 593	2 411	1 819	6 185	71 402	-	232 410
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>150 593</b>	<b>2 411</b>	<b>1 819</b>	<b>6 185</b>	<b>71 402</b>	<b>-</b>	<b>232 410</b>
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	-	48	440	21 864	22 609	-	44 961
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>-</b>	<b>48</b>	<b>440</b>	<b>21 864</b>	<b>22 609</b>	<b>-</b>	<b>44 961</b>

#### Note 8 – Avantages du personnel et assimilés

##### Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

• **Les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.

• **Les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du groupe Natixis Wealth Management se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe Natixis Wealth Management s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

• **Les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail et les rémunérations variables différées payées en numéraire.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

• **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

Les paiements sur base d'actions englobent les paiements en instruments de capitaux propres ou en numéraire dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des instruments de capitaux propres ou d'une formule de valorisation.

Ils donnent lieu à l'enregistrement systématique d'une charge de personnel pour un montant égal à la juste valeur des instruments accordés, étalée sur la période d'acquisition des droits.

### 8.1 – Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes. Elles regroupent les charges relatives aux avantages du personnel et celles liées aux paiements sur base d'actions.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements	- 41 318	-47 553
Charges des régimes à cotisations définies	-4 377	-5 644
Charges des régimes à prestations définies	-438	-657
Charges sociales et fiscales	-22 486	-26 267
Intéressement et participation	-4 370	-4 891
Paiement fondé sur des actions	-985	-628
Autres	-46	-201
<b>Total Frais de personnel</b>	<b>-74 020</b>	<b>-85 841</b>

L'effectif moyen du personnel en activité dans le groupe au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles, est le suivant : 275 cadres et 84 non-cadres, soit un total de 359 salariés.

### 8.2 – Engagements sociaux

#### 8.2.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

<i>en milliers d'euros</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2024	31/12/2023
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dette actuarielle		2 372	459	6 019	8 850	10 969
Juste valeur des actifs du régime		1 691			1 691	1 820
Juste valeur des droits à remboursements						
Effet du plafonnement d'actifs						
<b>Solde net au bilan</b>		<b>681</b>	<b>459</b>	<b>6 019</b>	<b>7 159</b>	<b>9 149</b>
Engagements sociaux passifs		681	459	6 019	7 159	9 149
Engagements sociaux actifs						

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

#### 8.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2024			31.12.2023		
	Retraites	Autres engagements	Total	Retraites	Autres engagements	Total
<b>Dette actuarielle en début de période</b>	<b>3 014</b>	<b>7 955</b>	<b>10 969</b>	<b>2 734</b>	<b>7 295</b>	<b>10 029</b>
Coût des services rendus	134	405	539	165	660	825
Coût des services passés	-	-	-	-10	-	-10
Coût financier	74	-	74	105	-	105
Prestations versées	-124	-	-124	-189	-	-189
Autres (écarts de conversion, variations de périmètre, autres)						
Ecarts de réévaluation : hypothèses démographiques	46	-	46	7	-	7
Ecarts de réévaluation : hypothèses financières	-33	-	-33	78	-	78
Ecarts de réévaluation : effets d'expérience	10	-	10	124	-	124
Autres	-749	-1 882	-2 631	-	-	-
<b>Dette actuarielle en fin de période</b>	<b>2 372</b>	<b>6 478</b>	<b>8 850</b>	<b>3 014</b>	<b>7 955</b>	<b>10 969</b>

La réforme des retraites en France (Loi 2024-270 du 14 avril 2024 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2024 et décrets d'application 2024-435 et 2024-436 du 3 juin 2024) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2024. L'impact de cette réforme n'est pas significatif. Considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés, l'impact est donc constaté en résultat.

Les autres mouvements correspondent principalement au flux de l'entité Vega Investment Managers présenté sous IFRS5

#### Variation des actifs de couverture

En milliers d'euros	31.12.2024			31.12.2023		
	Retraites	Autres engagements	Total	Retraites	Autres engagements	Total
<b>Juste valeur des actifs en début de période</b>	1 820	-	<b>1 820</b>	1 776	-	<b>1 776</b>
Produit financier	52	-	<b>52</b>	66	-	<b>66</b>
Cotisations reçues	-	-	-	-	-	-
Prestations versées	-	-	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion, variations de périmètre, autres)	-	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	9	-	<b>9</b>	-22	-	<b>-22</b>
transfert des actifs distincts	-190	-	<b>-190</b>	-	-	-
<b>Juste valeur des actifs en fin de période</b>	<b>1 691</b>	-	<b>1 691</b>	<b>1 820</b>	-	<b>1 820</b>

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à due concurrence le montant provisionné à cet effet.

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

### 8.2.3 Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

#### Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

(en milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2024	Exercice 2023
Coût des services	-133	-405	-538	-815
Coût financier net	-24	-	-24	-39
Autres (dont plafonnement d'actifs)	124	-	124	190
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>-33</b>	<b>-405</b>	<b>-438</b>	<b>-664</b>

#### Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

en milliers d'euros	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Écarts de réévaluation cumulés en début de période</b>		103	103	-127
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques		46	46	7
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières		-33	-33	78
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience		10	10	124
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime		-9	-9	21
Autres (écarts de conversion, variations de périmètre, autres)		-98	-98	-
<b>Écarts de réévaluation cumulés en fin de période</b>		<b>19</b>	<b>19</b>	<b>103</b>

### 8.2.4 Autres informations

Principales hypothèses actuarielles

En pourcentage, sauf mention contraire	Retraites	
	31.12.2024	31.12.2023
Taux d'actualisation	3.37%	3.09%
Taux d'inflation	2.30%	2.40%
Taux de croissance des salaires	2.71%	2.69%
Taux d'évolution des coûts médicaux	s.o.	s.o.
Taux de rendement brut attendu des actifs	3.37%	3.09%

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2024, une variation de 0.5 % du taux d'actualisation et de 1 % du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

variation de +0.5% du taux d'actualisation	-155
variation de -0.5% du taux d'actualisation	83
Taux de progression des salaires ou des rentes +1 %	216
Taux de progression des salaires ou des rentes -1 %	-263

Echéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versées aux bénéficiaires

n+1 à n+5	688
n+6 à n+10	966
n+11 à n+15	1 857
n+16 à n+20	1 288
> n+20	2 970



## Composition des fonds

Composition du fonds	Poids par catégories en %	Juste valeur - Actifs en couverture		
		Total	Cotés sur un marché actif (en %)	Non cotés sur un marché actif (en %)
Trésorerie				
Actions	8.93%	151	100.00%	
Obligations	79.70%	1 347	100.00%	
Immobilier	11.36%	192		100.00%
Dérivés				
Fonds de placement			100.00%	
Titres adossés à des actifs				
Titres de créance structurés				
<b>Total</b>	<b>100.00%</b>	<b>1 690</b>	<b>88.63%</b>	<b>11.37%</b>

**8.3 – Paiements fondés sur base d’actions**

Les paiements sur base d’actions concernent les transactions dont le paiement est fondé sur des actions émises par le groupe, qu’ils soient dénoués par remise d’actions ou réglés en trésorerie, le montant dépendant de l’évolution de la valeur des actions ou d’une formule de valorisation.

En application de la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions », l’attribution d’actions gratuites aux salariés donne lieu à la comptabilisation d’une charge représentative de la juste valeur des biens ou services reçus à la date d’attribution. La juste valeur des services reçus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d’attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d’acquisition des droits et en tenant compte des conditions de présence.

La charge est étalée linéairement sur la période d’acquisition des droits. La charge est ajustée, au cours de la période d’acquisition des droits, pour tenir compte des pertes de droits.

Dans le cas des plans dénoués par remise d’actions, la contrepartie de la charge figure en augmentation des capitaux propres.

Pour les plans dénoués en trésorerie, pour lesquels le groupe supporte un passif, la charge correspond à la juste valeur de ce passif. Ce montant est étalé en charges sur la période d’acquisition des droits lorsque son versement est soumis à une condition de présence, par la contrepartie d’un compte de dettes. Il est ensuite réévalué à la juste valeur par le résultat à chaque arrêté jusqu’à son règlement. La réévaluation de la dette en date d’arrêté tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Lorsque les plans de rémunération variable différée prévoient un paiement en trésorerie fondé sur une formule non représentative de la juste valeur de l’action, ces plans entrent dans le champ d’application de la norme IAS 19. Les principes applicables en IAS 19 à ce type de plans sont similaires à ceux prévus par la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en trésorerie.

Un pacte d’actionnaire a été signé entre Natixis Wealth Management et Massena Partners.

Un premier plan d’attribution gratuite d’actions avait été attribué en 2019 pour 6 496 actions.

Suite au rachat en octobre 2024 d’une partie de ces actions, à fin 2024 le stock d’actions s’élève à 3 600 et la dette comptabilisée selon IFRS2 à 2 473 K€.

Un nouveau plan a été attribué le 31/07/2023. La période d’acquisition de ces actions s’étendra jusqu’en juillet 2026. Au 31 décembre 2024, la quote-part de la charge correspondant à ce nouveau plan comptabilisée dans les comptes de Massena Partners s’élève à 985 K€ et la dette chez Natixis Wealth Management 1 424 K€ (montant hors charges sociales).

**Note 9 – Juste valeur des actifs et passifs financiers**

La présente note vise à présenter les principes d’évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe Natixis Wealth Management pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l’objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d’instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

**Détermination de la juste valeur**

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d’un actif ou payé pour le transfert d’un passif lors d’une transaction normale entre des participants de marché à la date d’évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d’un actif ou d’un passif à l’aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l’actif ou du passif.

Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment), du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment) et du coût de liquidité (ou FVA - Funding Valuation Adjustment). L’évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

**JUSTE VALEUR EN DATE DE COMPTABILISATION INITIALE**

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c’est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l’opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n’est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction.

**HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR*****Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif***

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l’indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

*Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)*

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

### **Juste valeur de niveau 2**

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
  - o les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
  - o les volatilités implicites,
  - o les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

*Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)*

- Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- o les swaps de taux standards ou CMS ;
- o les accords de taux futurs (FRA) ;
- o les swaptions standards ;
- o les caps et floors standards ;
- o les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- o les swaps et options de change sur devises liquides ;
- o les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

- Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- o les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- o les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- o les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

### **Juste valeur de niveau 3**

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

*Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)*

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » ;

- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

### Cas particuliers

#### Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	31.12.2024				31.12.2023			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<b>Actifs financiers</b>								
Instruments de dettes		9 389		9 389		8 242		8 242
<i>titres de dettes</i>								
Instruments de capitaux propres								
Instruments dérivés								
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		9 389		9 389		8 242		8 242
Titres								
Autres actifs financiers								
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>								
<b>Instruments dérivés de couverture</b>								
<b>Passifs financiers</b>								
Titres								
Instruments dérivés								
Autres passifs financiers								
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>								
<b>Instruments dérivés de couverture</b>								

Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti :

en milliers d'euros	31/12/2024				31/12/2023			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	Juste valeur	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables
		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)		(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	3 773 854		1 318 409	2 455 445	4 227 504		1 503 713	2 723 791
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 052 946		518 627	534 319	1 511 832		592 422	919 410
Prêts et créances sur la clientèle	2 720 908		799 782	1 921 126	2 715 672		911 291	1 804 381
Titres de dettes								
Autres								
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	3 529 782		2 235 256	1 294 526	3 955 531		2 290 390	1 665 141
Dettes envers les établissements de crédit	1 878 971		631 375	1 247 596	2 321 776		671 204	1 650 572
Dettes envers la clientèle	1 640 720		1 593 790	46 930	1 623 647		1 609 078	14 569
Dettes représentées par un titre								
Dettes subordonnées	10 091		10 091		10 108		10 108	

### Note 10 – Impôts

#### 10.1 - Impôts sur les résultats

#### Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants qui sont le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt doit être payé (recouvré).
- d'autre part, les impôts différés (voir 10.2)

Lorsque qu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il est estimé probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Lorsqu'il est probable que les autorités fiscales compétentes remettent en cause les traitements retenus, ces incertitudes sont reflétées dans les charges et produits d'impôts par la contrepartie d'une provision pour risques fiscaux présentée au sein des passifs d'impôts.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courants ».

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Charges (produits) d'impôts exigibles	-1 583	-7 652
Charges (produits) d'impôts différés	-9 760	-421
Crédits d'impôts	155	257
Charges ou produits d'impôts liés à l'intégration fiscale	-	-
Impact des redressements fiscaux (Impôt sur les sociétés)	-	-
Autres	-	-
<b>Charge s(produits) d'impôts comptabilisés</b>	<b>-11 188</b>	<b>-7 816</b>

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE qui détient le contrôle des entités du Groupe Natixis Wealth Management applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. Le Groupe Natixis Wealth Management, étant sous le contrôle de BPCE, n'est pas assujéti à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE, au regard des dispositions légales et conventionnelles à date.

A noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

#### Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Résultat net part du groupe	7 865	19 775
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	-503	64
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence	-18 909	-
Charge (produit) d'impôt	11 188	7 816
<b>Résultat comptable avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition (A)</b>	<b>-359</b>	<b>27 655</b>
<b>Taux d'imposition de droit commun français (B)</b>	<b>26%</b>	<b>26%</b>
<b>Charge (produit) d'impôt théorique aux taux en vigueur en France (A*B)</b>	<b>-93</b>	<b>7 143</b>
Effet des variations des impôts différés actifs non constatés		
Effet des différences permanentes	333	608
Effet des opérations imposées à taux réduit		
Créance d'intégration fiscale		
Effet des changements de taux d'imposition		
Autres éléments	10 948	65
<b>Charge (produit) d'impôt comptabilisée</b>	<b>11</b>	<b>7 816</b>
<b>Taux effectif d'impôt (charge/produit d'impôt comptabilisé rapporté au résultat taxable)</b>	<b>188</b>	<b>28%</b>
	<b>-3 116%</b>	

Le taux 2024 est atypique compte tenu des éléments suivants :

- Présentation sous IFRS 5 du résultat de Vega IM
- Impôts différés comptabilisés dans Massena sans flux résultat (AGA, fonds de commerce, marque et mandats de gestion)
- Désactivation des IDA comptabilisés antérieurement sur Natixis Wealth Management conformément au business plan établi en décembre 2024

## 10.2 - Impôts différés

### Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

Pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'International Accounting Standards Board (IASB) en charge de l'élaboration des normes comptables internationales IFRS, a publié le 23 mai 2024 la version finale de l'amendement à la norme IAS 12 traitant de la comptabilisation des impôts. Il traite le point spécifique des impacts comptables attendus de l'application de l'entrée en vigueur des règles fiscales dites du « Pilier 2 » de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15%. Les amendements à la norme proposés visent une exemption de comptabilisation d'impôts différés associés à cette imposition complémentaire avec en contrepartie des informations à fournir en note annexe. Ce texte s'applique aux comptes annuels arrêtés à compter du 1er janvier 2023, soit pour le Groupe Natixis Wealth Management, aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2023.

Le Groupe BPCE s'est dotée d'une structure projet afin d'assurer le suivi des différentes réglementations associées ainsi que la conformité aux règles Pilier 2 et aux besoins d'informations complémentaires introduits par ces amendements à IAS 12. A ce stade du projet, il apparaît que le nombre de juridictions qui seraient concernées par l'application d'un top-up-tax devrait être limité et les enjeux financiers non significatifs. Compte tenu du caractère non significatif de son exposition potentielle, le groupe ne publiera pas les données d'exposition à cette imposition complémentaire dans le cadre de cet arrêté.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

en milliers d'euros	31.12.2023	Variations de l'exercice			31.12.2024
		Ayant un impact sur le résultat	Ayant un impact sur les réserves	Autres mouvements	
Provisions pour passifs sociaux	308	9	3	-144	176
Provisions non déductibles au titre du risque de crédit	131	-	-	-	131
Autres provisions non déductibles		-	-	-	-
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	1	5	1 794	-1	1 799
Autres sources de différences temporelles	10 424	-7 542		-2 564	318
<b>Impôts différés liés aux décalages temporels</b>	<b>10 864</b>	<b>-7 528</b>	<b>1 797</b>	<b>-2 709</b>	<b>2 424</b>
<b>Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables</b>	<b>2 232</b>	<b>-2 232</b>			-
<b>Impôts différés nets</b>	<b>13 102</b>	<b>-9 760</b>	<b>1 797</b>	<b>-2 709</b>	<b>2 424</b>
<b>Comptabilisés :</b>					
A l'actif du bilan	13 102	-9 766	1 797	-2 709	2 424
Au passif du bilan	6	-6	-		-

Les autres mouvements correspondent à la présentation de Vega Investment Managers sous IFRS5.

### Note 11 – Autres informations

#### 11.1 - Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont les actionnaires, les sociétés consolidées, les dirigeants de la Natixis Wealth Management et les dirigeants de ses actionnaires.

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée dans le périmètre de consolidation du Groupe (cf. note 3.1).

en milliers d'euros	31.12.2024			31.12.2023		
	BPCE	Natixis	NATIXIS INVESTMENT MANAGERS	BPCE	Natixis	NATIXIS INVESTMENT MANAGERS
Crédits	41 455	987 760		12 782	1 457 311	7 323
Autres actifs financiers						
Instruments dérivés de couverture		83				
Autres actifs		2 049	19		3 939	209
<b>Total des actifs avec les entités liées</b>	<b>41 455</b>	<b>989 892</b>	<b>19</b>	<b>12 782</b>	<b>1 461 250</b>	<b>7 532</b>
Dettes		1 791 554			2 214 319	

Instruments dérivés de couverture		7 048				
Dettes subordonnées	9 909			9 909		
Autres passifs	1 592	3 308	13 451	1 564	5 384	23 573
<b>Total des passifs envers les entités liées</b>	<b>11 501</b>	<b>1 801 910</b>	<b>13 451</b>	<b>11 473</b>	<b>2 219 703</b>	<b>23 573</b>
Intérêts, produits et charges assimilés	22	-30 073		-296	-14 105	578
Commissions nettes	-2 521	2 380	-11 827	-2 283	3 489	-44 451
Résultat net sur opérations financières						
Produits nets des autres activités					50	
<b>Total du PNB réalisé avec les entités liées</b>	<b>- 2 499</b>	<b>-27 693</b>	<b>-11 827</b>	<b>2 579</b>	<b>-10 566</b>	<b>-43 873</b>
Engagements donnés						
Engagements reçus						
Engagements sur instruments financiers à terme		325 000				
<b>Total des engagements avec les entités liées</b>		<b>325 000</b>				

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

## 11.2 - Transactions avec les dirigeants mandataires sociaux

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction n'est pas fourni car il permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

## 11.3 – Informations sur les opérations de locations

### Opérations de location en tant que preneur - Principes comptables

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien,
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables calculés sur un indice ou un taux retenus sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du groupe.

A l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Effets au compte de résultat des contrats de location – preneur

en milliers d'euros		Exercice 2024	Exercice 2023
Charges d'intérêt sur passifs locatifs		177	355
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation		3 887	3 917
Paielements locatifs variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs			
Charges de location relatives aux contrats de location reconnus au bilan		4 064	4 272

en milliers d'euros		Exercice 2024	Exercice 2023
Charge de location au titre de contrats de courte durée			
Charges de location portant sur des actifs de faible valeur		87	127
Charges de location relatives aux contrats de location non reconnus au bilan		87	127

11.4 - Honoraires des commissaires aux comptes

en milliers d'euros	PWC				MAZARS				AUTRES				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Missions de certification des comptes	127	100	68%	57%	180	132	86%	94%	159	109	98%	71%	466	341	83%	73%
- Emetteur	121	95			136	92							256	187		
- Filiales intégrés globalement	6	5			44	40			159	109			209	154		
Services autres que la certification des comptes	61	76	32%	43%	30	9	14%	6%	3	44	2%	29%	93	128	17%	27%
- Emetteur	61	76			21	9							82	84		
- Filiales intégrés globalement	0	0			8	0			3	44			11	44		
TOTAL	187	175	100%	100%	210	141	100%	100%	162	153	100%	100%	559	469	100%	100%
Variation (%)	7%				49%				6%				19%			

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable. Les honoraires relatifs à Vega Investment Managers ne sont pas repris dans ce tableau. La colonne « Autres » correspond aux auditeurs de Massena Partners (BDO, Eurext).

Les services, autres que la certification des comptes, concernent les attestations portant sur la réserve spéciale de participation et le rapport de constats résultant de procédures convenues sur le FRU.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de Natixis Wealth Management,

**Opinion**  
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Natixis Wealth Management relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit**  
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

**Indépendance**  
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**  
En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de financement, Natixis Wealth Management est exposée au risque de crédit sur les prêts, les créances et les engagements de financements donnés à la clientèle.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, Natixis Wealth Management constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les pertes de crédit attendues sur les encours en tenant compte de leur classement en statuts 1, 2 ou 3. Le statut des encours est fonction de l'évolution de la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. La dégradation du risque de crédit au cours de l'exercice 2024 a été appréciée sur la base des critères quantitatifs et de critères qualitatifs tels qu'indiqués dans la note 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours classés en statuts 1 et 2 sont la somme actualisée, sur chaque année de projections, du produit des paramètres Exposition en cas de défaut (EAD), Probabilité de défaut (PD) et Perte en cas de défaut (LGD).</p> <p>Natixis Wealth Management a procédé sur l'exercice 2024 à une évolution de sa méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit, et des pertes de crédit attendues.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations qui sont essentiellement déterminées sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties.</p> <p>Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone de jugement significative pour l'établissement des comptes, en particulier dans le contexte d'incertitudes économiques tant dans le classement des encours en statuts 1, 2 ou 3, que dans la détermination des paramètres et modalités de calcul des dépréciations des encours en statuts 1 et 2 et l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours en statut 3.</p> <p>Les expositions nettes au titre des prêts et créances à la clientèle au coût amorti représentent 2 721 M€ au 31 décembre 2024. Le coût du risque s'élève à -1,3 M€ au 31 décembre 2024.</p> <p>Se référer aux notes 2.5.1, 5.5.3 et 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés pour plus de détails.</p>	<p><b>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2</b></p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>évaluer le dispositif de contrôle de Natixis Wealth Management permettant une actualisation des notations des différents encours de crédit ;</li><li>contrôler l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciation, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ;</li><li>apprécier, avec l'aide de nos experts en finance quantitative, le caractère approprié des modèles retenus pour les estimations de pertes de crédit attendues et de la dégradation du risque de crédit.</li></ul> <p><b>Dépréciation des encours de crédits en statut 3</b></p> <p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par Natixis Wealth Management, en particulier ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés, de restructuration, etc.) et au processus de notation des contreparties;</li><li>à la classification des expositions en statut 3 ;</li><li>au suivi des garanties, à leur analyse et à leur valorisation ;</li><li>à la détermination des dépréciations individuelles et au dispositif de gouvernance et de validation associé.</li></ul> <p>En complément, pour un échantillon de dossiers sélectionnés sur la base de critères de matérialité et de risque, nous avons procédé à une revue de crédit consistant à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des contreparties dont le risque s'est dégradé de manière significative ;</li><li>réaliser des analyses contradictoires des hypothèses retenues ainsi que des estimations de provisions arrêtées par la direction sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement et de données externes ;</li><li>vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées.</li></ul> <p>Nous avons également vérifié la pertinence des informations détaillées dans l'annexe concernant les dépréciations des prêts et créances à la clientèle, y compris celles relatives au risque de crédit.</p>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natixis Wealth Management par L'assemblée générale du 15 mai 2012 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 1er mars 1996 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit. Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 28ème année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes :

**Mazars**  
Paris la Défense, le 30 avril 2025  
Olivier Gatard

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2025  
Aurore Prandi

## VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de Natixis Wealth Management sis au 115, rue Montmartre 75002 Paris.